

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 9 JUILLET
 N°230 1,50 F

Belgique : 15 FB
 Commission Paritaire N° 56 942

TOUR DE FRANCE
 Raymond Delisle
 gagne la 12^e étape
 et prend le maillot
 jaune
 Voir p. 4

AZZEDINE KALAK

Représentant de l'OLP à Paris

LE REGIME SYRIEN, NOTRE PRINCIPAL ADVERSAIRE AU LIBAN

«Le régime du général Hafez Assad va désormais plus loin que n'a osé le faire la monarchie hachémite»

Bombardements d'hôpitaux, participation à la destruction de camps palestiniens, destruction de la raffinerie de Zahrani, déportation de milliers de Palestiniens vers des camps d'internement en Syrie. Telles sont les dernières initiatives du régime syrien. «Le régime du général Hafez Assad va désormais plus loin que n'a osé le faire la monarchie hachémite», a déclaré Ezzedine Kalak, le représentant de l'OLP à Paris dans un communiqué de presse. Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue hier à Paris, il a exposé le point de vue de l'OLP sur les derniers événements au Liban.

Voir p. 8

ACCORD CADRE DANS LA PRESSE PARISIENNE

LA FFTL-CGT D'ACCORD AVEC LES LICENCIEMENTS



Un accord-cadre vient d'être signé entre les patrons de la presse parisienne et le comité inter-syndical du Livre CGT de

la Région Parisienne. Cet accord est, paraît-il, l'aboutissement d'une année de négociations et a nécessité «toute la patience» des responsables du comité intersyndical du Livre. C'est, d'après «L'Humanité» du 8 juillet, «une victoire des travailleurs du Livre».

Le texte de cet «accord» est d'une clarté surprenante. Pas de détours, on va droit au but. Dès le préambule, le ton est donné : il s'agit de «définir les conditions de réductions des effectifs et garantir l'emploi du personnel ouvrier maintenu». Au chapitre «introduction de matériel moderne», on peut lire : «...les réductions d'effectifs feront l'objet d'accords paritaires dans chaque entreprise concernée...» Sur les conditions de travail : «...Les réductions d'effectifs commenceront le premier février 1977. L'étalement se terminera le 31 décembre 1978...»

Toutes ces dispositions s'appliqueront bien sûr aux travailleurs du «Parisien Libéré» lorsque M. Amaury aura accepté de signer cet «accord».

Suite p. 4

- La fin de notre enquête : la «sécurité» des Français p.2
- La sécheresse p.3
- Le Bac : une loterie ! p.6
- Espagne : la crise de l'oligarchie fasciste.
- COMECON : réunion hier du conseil annuel p.7
- A Naussac, les 7 8 août, marche anti-barrage p.9
- Pour soutenir le Quotidien du Peuple, abonnez-vous ! p.10
- Contre l'apartheid : un écrivain sud-africain Peter Abrahams p.11

CREYS-MALVILLE

LES CRS FONT ÉVACUER LE SITE NUCLÉAIRE

Hier, les CRS ont chassé les manifestants qui occupaient depuis dimanche dernier, le site désigné pour la construction de la centrale nucléaire Superphénix à Creys-Malville. Plusieurs manifestants sont gardés à vue et on est sans nouvelles d'un des principaux animateurs du comité.

«Il est interdit de parler au machiniste»

La journée d'un conducteur de bus

Voir p. 5

Procès Cacciari

«Le peuple corse ne restera pas indifférent»

INTERVIEW DE MAX SIMEONI

Hier, l'audience du procès Cacciari a été consacrée à l'audition des dépositions d'Edmond et de Max Simeoni, qui ont tenu à souligner de nouveau leur entière solidarité, qui est aussi celle du peuple corse avec Serge Cacciari. La Cour s'est ensuite intéressée à une photographie fournie par la défense : on sait que les flics et les magistrats refusent de reconnaître que les forces de répression ont fait usage, à Aleria, de fusils pneumatiques et de billes d'acier. Alors que les uns et les autres s'évertuaient à nier les évidences et à affirmer que CRS, gendarmes et gardes mobiles, n'avaient fait usage que de fusils lance-grenades lacrymogènes, la défense a produit une photographie

montrant un CRS -ou un garde mobile- tirant avec une fronde. Cette sauvagerie des forces de répression lors de la nuit de Bastia a été soulignée par les différentes dépositions des témoins produits par la défense, et qui, tous, ont apporté des exemples probants du comportement des flics.

Samedi, le comité de soutien aux Corses emprisonnés organise, à Bastia, une manifestation de soutien à Serge Cacciari. A quelques jours de la fin du procès de ce dernier, qui, comme celui d'Edmond Simeoni, est aussi celui des aspirations du peuple corse, nous avons rencontré Max Simeoni, actuel président de l'APC.

Au Niger la famine, conséquence de la main-mise française

La suite de l'enquête d'Annette JANDET

Voir p. 12

DOSSIER



LA «SECURITE» DES FRANÇAIS

Paul LEFORT

LA SÉCURITÉ DE CEUX QUI NOUS EXPLOITENT !

Ils préparent la guerre civile

CE QUI EXISTE DÉJÀ...

L'ARTICLE 16 : «Si une grève prend le caractère d'une lutte subversive...»

Dans la Constitution de 1958, de Gaulle avait pris soin d'introduire un article 16 qui, purement et simplement, donne les pleins pouvoirs au chef de l'Etat et permet une extension illimitée des pouvoirs de police, en cas de mise en danger du pouvoir de la bourgeoisie.

Cet article a été appliqué d'avril à octobre 1961, à la suite du putsch d'Alger, alors même que les conditions prévues pour son utilisation n'étaient pas réunies. C'est dire l'arbitraire qui préside à sa mise en vigueur.

En théorie, il faut en effet que «les institutions, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son

Au cours de cette enquête, nous avons fait le point sur différents aspects de ce que la propagande officielle appelle la «sécurité des Français». Nous sommes partis de la question de la «collaboration afin de rétablir un certain nombre de faits travestis par la presse. Précisément, parce que ceci sert de base à l'intoxication policière. Nous avons vu combien les actes de répression anti-populaires se systématisent, et les plans de quadrillage futur, nous avons vu à travers cela combien la prétention affirmée de «protéger les Français» est une fable, ou plutôt quels Français on protège !
L'objectif, en fin de compte, de toute cette

territoire» soient menacées d'une manière grave et immédiate et que le «fonctionnement régulier des pouvoirs constitutionnels» soit interrompu.

Utilisable en temps de menace extérieure, ce texte, à l'évidence, vise aussi les entreprises de «l'ennemi intérieur». Le commentaire officiel de la constitution écrit en effet que l'article 16 peut être utilisé si «une grève prend le caractère d'une lutte subversive». On ne peut être plus clair.

Les lois bourgeoises prévoient par ailleurs deux autres situations «de crise» : l'état d'urgence et l'état de siège.

- L'ÉTAT DE SIÈGE : L'autorité militaire peut interdire tout ce qu'elle veut.

Sa définition remonte à une loi de 1849 et une autre de 1878. Cette dernière prévoit que l'état de siège est proclamé, sur tout ou partie du territoire, en cas de «péril imminent résultant d'une guerre étrangère ou d'une insurrection à main armée». Cette dernière précision, datant de 1878, n'est sûrement pas étrangère à la Commune... L'état de siège entraîne automatiquement le passage à l'autorité militaire de tous les pouvoirs de police. Dans cette situation, l'autorité militaire peut perquisitionner, juger, interdire à peu près tout ce qu'elle veut. Les libertés et droits ne subsistent que s'ils ne sont pas interdits...

- L'ÉTAT D'URGENCE : Des interdictions de séjours, des assignations à résidence...

Il a été institué après le déclenchement, par les patriotes algériens, de la guerre de libération nationale. Il date du 3 avril 1955. Il correspond à une situation de «péril imminent» causé cette fois, par des «atteintes graves à l'ordre public» ou une «calamité publique». Il peut, comme l'état de siège, être proclamé sur tout ou partie du territoire, mais il n'entraîne pas le passage des pouvoirs aux militaires. Les pouvoirs des préfets et de la police sont multipliés : la circulation peut être interdite ; des interdictions de séjour sont prévues pour les personnes qui «entravent l'action des pouvoirs publics» ; des assignations à résidence sont prévues pour toute personne jugée dangereuse (avec cette précision, démocratique sans doute, qu'il n'est pas possible de les mettre dans des camps...).

Outre cela, les manifestations peuvent être interdites, les lieux publics fermés, les réunions interdites, les armes devant être rendues. La perquisition peut être étendue à la nuit et le contrôle étendu à

construction policière : la sécurité de l'Etat, le maintien du pouvoir de la bourgeoisie en France !

Etat d'urgence, état d'exception, subversion, voilà les mots qui reviennent dans les documents et les lois que nous étudions aujourd'hui. Ici, il n'est même pas question de travestir la violence des lois par des discours rassurants sur la «protection des Français».

Pour s'opposer à la remise en cause de son pouvoir, la bourgeoisie dispose de lois déjà anciennes, mais aujourd'hui, elle veut les «adapter» pour faire face à la nouvelle situation de crise.

tous les moyens d'information. Les tribunaux militaires sont saisis, par décret des affaires relevant normalement du civil. Avec de tels pouvoirs, la bourgeoisie est donc en

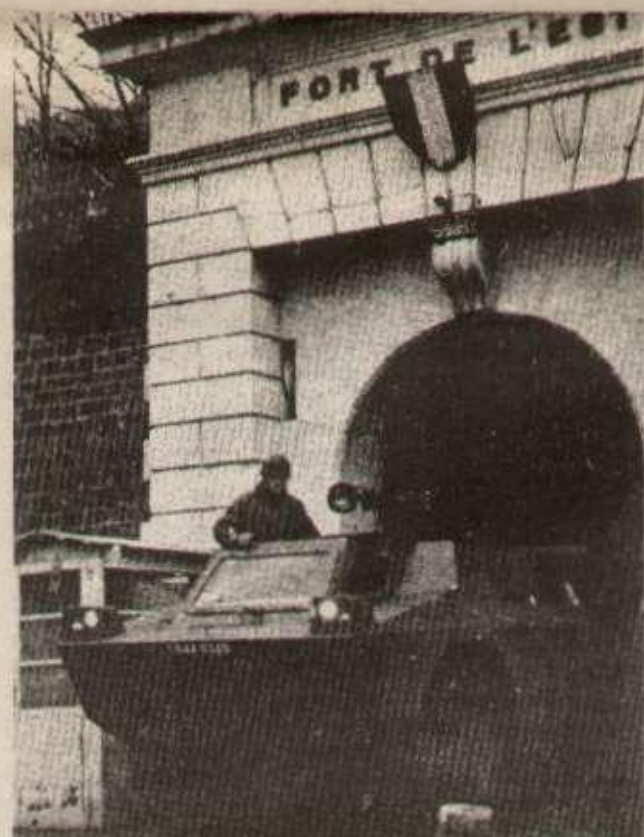
CE QU'ILS VEULENT RAJOUTER :

Comme si cet ensemble de mesures qui permettent de suspendre toutes les libertés, n'étaient pas

tent pas toujours sous un aspect formel.

Pour toutes ces raisons, il est prévu trois cas de régimes d'exception : un état de siège, avec pouvoirs aux militaires, y compris en cas de «subversion» ; un état d'urgence qui supprimerait le contrôle du parlement et étendrait les pouvoirs de police ; et enfin un état d'urgence renforcé, l'équivalent d'un état de siège civil, qui, entre autres, permettrait la censure postale, l'internement administratif, la mutation ou la radiation de tout fonctionnaire.

LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT RÉACTIVÉE...



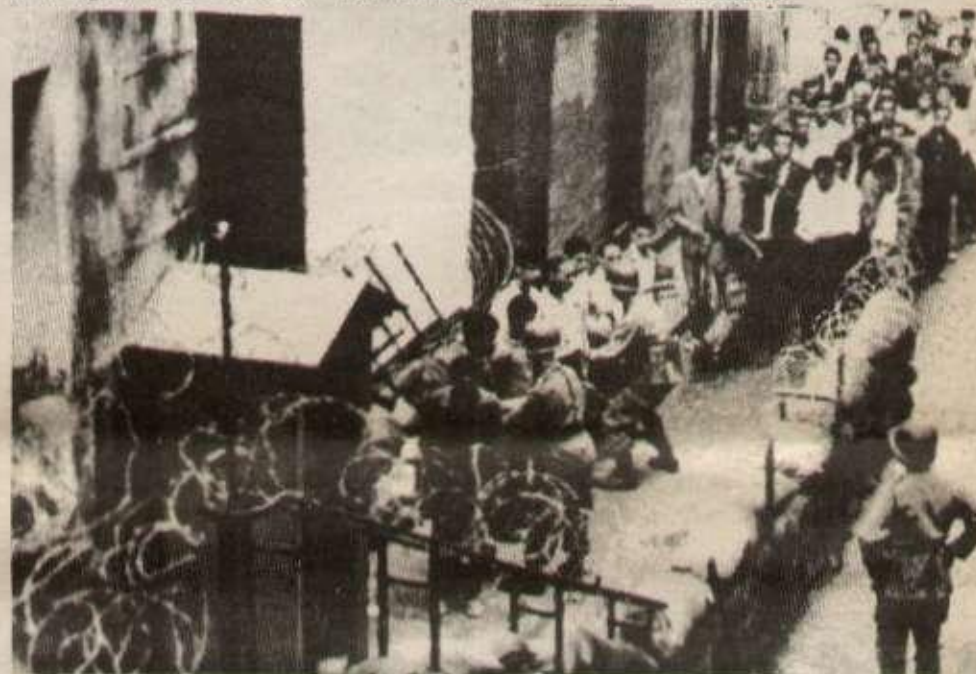
Il existe en France quelques juridictions qui dévient aux personnes jugées tout droit : ce sont les juridictions d'exception. Parmi elles, les tribunaux permanents des forces armées, ou, encore, dans les prisons, les «prétoires», «tribunaux» réservés aux détenus.

Mais la juridiction d'exception par excellence, c'est la Cour de sûreté de l'Etat. Des officiers y sont jugés, la «justice» qui y est rendue est complètement asservie aux basses besognes du pouvoir politique en place. L'article 698 du Code de Procédure Pénale qui définit ses compétences est particulièrement vaste.

Avec un passé de répression contre les révolutionnaires, la

cour de sûreté vient d'être réactivée contre les syndicalistes et les appelés dans l'affaire de «démoralisation de l'armée», puis contre les militants corses et bretons, et contre des marxistes léninistes pour «reconstitution de ligue dissoute». Autant de violations des libertés élémentaires et que les partis de gauche couvrent par leur silence. Il y a des prisonniers politiques en France !

La réactivation de cette Cour de Sûreté, (elle a vu cette année doubler l'effectif de ses juges - de 2 à 5 magistrats et de 2 à 4 avocats généraux -), est, sans aucun doute, un test de la volonté du gouvernement d'agir contre les libertés démocratiques.



Etat d'urgence : hier pour le peuple algérien, demain...

mesure d'instaurer un régime de type fasciste, suspendant toutes les libertés, sans coup d'Etat, le plus légalement du monde.

- L'ORDONNANCE SUR LA DÉFENSE : La réquisition des grévistes.

D'autre part, la législation sur la défense, fixée par une ordonnance de janvier 59, prévoit, qu'en cas de «menace» (sa nature n'est pas précisée) «sur une partie du territoire, un secteur de la vie nationale ou sur une fraction de la population», le conseil des ministres peut prendre un décret pour appliquer la procédure de défense. Ce qui lui permet de réquisitionner les hommes et les biens, donc en particulier les grévistes. Ainsi, selon l'appréciation du gouvernement, sous prétexte que la nation serait mise en danger par la grève de telle ou telle entreprise indispensable à son activité, le gouvernement peut violer, là encore le plus légalement du monde, la législation sur le droit de grève. On se rappelle comment de Gaulle réquisitionna les mineurs en avril 1963.

suffisantes, on a récemment appris que le gouvernement a mis à l'étude un renforcement et une «rationalisation» des états d'exception. D'après nos gouvernants, la législation actuelle souffre de plusieurs inefficacités :

- d'abord, dans les procédures actuelles, le rôle du Parlement est encore trop gênant. Il ne peut être dissous en cas d'article 16, c'est lui qui doit proroger l'état d'urgence.

Giscard : Il faut étendre les pouvoirs d'exception !

- ensuite, le gouvernement Giscard estime que les pouvoirs d'exception ne sont pas assez grands : il entend systématiser le transfert de compétence aux tribunaux militaires, supprimer les délais d'application de l'état d'exception et rendre plus complet le contrôle des moyens d'information.

La «subversion»

- enfin, et surtout, le texte préparatoire à cette réforme de l'état d'exception se lamentait que ne soit pas prévu le cas de la «subversion». En effet, dit-il, aujourd'hui «la menace est plus diffuse et prend la forme d'une subversion ; les atteintes graves à l'ordre public ne se présen-

C'est au moment de l'aggravation de sa crise que la bourgeoisie, précisément, envisage de renforcer l'arsenal de ses lois contre le peuple. Ceci éclaire la politique répressive d'ensemble qui se met en place, et la véritable fonction de la campagne sur la sécurité : il s'agit de mettre en sécurité la domination de la bourgeoisie sur la société.

L'ARTICLE 16 EN 1961

L'article 16 a été institué par de Gaulle, le 21 avril 1961, lors du putsch d'Alger. Le 24 avril, de Gaulle prolonge l'état de l'article 16 jusqu'à nouvel ordre, il porte la garde à vue à 15 jours. Le 27 avril, il institue un «Haut Tribunal militaire». Il modifie la procédure pénale. Le Haut Tribunal, pas assez docile, sera remplacé par la «cour militaire de justice», puis finalement la «cour de sûreté de l'Etat».

Ces dispositions prises à l'occasion du déploiement de l'activité fasciste contribuent en fait à l'arsenal juridique dirigé contre les travailleurs et tous les révolutionnaires. A ce sujet, rappelons-nous : c'est au nom de la loi de 1934, pour la dissolution des ligues fascistes, qu'en mai 68, plusieurs organisations d'extrême gauche ont été interdites.

Ceyrac aux poubelles de l'histoire

«Loïn d'être cette minorité figée, vouée aux poubelles de l'histoire, le patronat d'aujourd'hui - non casté, non classe se confond avec la nation toute entière...» Ceyrac est intervenu mercredi devant la commission des libertés de l'Assemblée Nationale, pour défendre le patronat et la liberté d'entreprendre source selon lui de toutes les libertés. Et Ceyrac s'est fait menaçant : «Il n'est pas acceptable que, dans un pays civilisé, des groupes s'arrogent, par la violence physique, l'intimidation, les pressions morales, le droit de supprimer cette liberté essentielle, de menacer la sécurité des personnes et des biens, la première des libertés (la liberté du travail). C'est pourtant ce qui se passe aujourd'hui en France. Nous nous opposons et nous continuerons à nous opposer à de telles pratiques qui portent en elles le germe de l'intolérance et de la dictature». Les groupes dont parlent Ceyrac, ne sont ni les milices patronales, ni les CRS, ni les syndicats jaunes, ce sont les comités de grève, les travailleurs en lutte, contre lesquels il demande une répression accrue. Cela n'empêchera pas Ceyrac et ses semblables de finir comme ils le redoutent aux poubelles de l'histoire.

Sécheresse :

LA REALITE DU PLAN "PAILLE"

Chirac avant-hier a une nouvelle fois dit que la «solidarité nationale» viendrait en aide aux victimes de la sécheresse, et il a rappelé les mesures du «plan paille» : aide aux paysans : matériel, militaires pour le transport de la paille des régions céréalières aux régions qui en manquent. Mais ces mesures pourtant très limitées tardent à se mettre en application, et les paysans qui ne peuvent pas attendre plus longtemps sont obligés de prendre seuls en mains et à leurs frais des opérations paille comme cela se passe en Moselle et en Haute-Loire.

En meurthe-et-Moselle, la FDSEA a organisé une «opération-paille». Elle consiste à mettre en rapport des groupes de paysans du département avec des céréaliers de la Marne, dans le but de récolter de la paille auparavant inutilisée. Cette paille est vendue de 70 francs à 120 francs l'hectare. Les paysans ont organisé des «commandos» qui avec tracteurs, presse et remorques sont

partis la chercher. Sur place, le logement se fait sous la tente ou chez l'habitant. Avec la chaleur, le travail doit se faire entre trois heures du matin et treize heures. Au-delà, les machines ne tiennent plus le coup. La presse, la radio, avaient fait beaucoup de publicité autour de l'aide de l'armée proposée aux paysans. La réalité est toute autre. Le déplacement des machines, de la Lorraine

à la Marne, s'est fait en train. Pour le retour de la paille, il faut payer la paille et une assurance. De plus, les camions ne peuvent transporter de grandes quantités. Alors le paysan recourt à la SNCF, ou à des transporteurs privés. Ces opérations même négociées au plus juste prix, coûtent cher (achat de la paille, transport, frais de déplacement) et de gros problèmes vont se poser en plus des traites qui tombent généralement en septembre. Ce n'est pas le lait, payé moins cher en été, et dont la production baisse chaque jour qui va arranger la situation.

Cette sécheresse, c'est aussi un surcroît de travail dans des conditions pénibles. Après cette récolte de paille, il faudra faire la moisson sur place en Lorraine.



S.O.S. fourrage en Haute-Loire

La Haute-Loire, comme de nombreux autres départements, est frappée par la sécheresse, surtout dans le Nord-Est du département (vallée de la Loire). Ce qui a été engrangé jusqu'à présent correspond à un tiers des besoins normaux en fourrage. Sans compter qu'il n'y a pas de «repousse» ! Les prix grimpent chez les vendeurs d'aliments pour bétail. Le manque de fourrage a de graves répercussions sur le cheptel ; les paysans vendent leur bétail (15 % en juin). La production de lait a baissé de

la sorte de 7 % en moyenne. La FDSEA et la chambre d'agriculture de la Haute-Loire ont envisagé une batterie de moyens :

- pour freiner l'abattage, une prime différenciée a été instituée visant à le limiter aux animaux brucelliques et bêtes de réformes.
- un système «SOS-fermage» a été mis en place avec une permanence technique départementale pour renseigner les agriculteurs sur des programmes de collecte de fourrage de remplacement.

C'est dans le Gard (dont la capacité s'étend à la production de 8 000 tonnes de foin pour le bétail) que les paysans de Haute-Loire devront s'approvisionner en secours ; les maires des communes recensent les besoins.

Mais c'est là encore une «solution» favorisant les gros exploitants et accentuant les différences de situation dans la paysannerie de Haute-Loire, car le prix de ce fourrage, grévé jusqu'à 70 % du prix de revient par le transport, est très élevé.

Dans certaines communes, les agriculteurs s'organisent pour contacter des transporteurs routiers et obtenir des tarifs de transport ou des locations de camions abordables. Pendant ce temps, la FDSEA, dans un communiqué signale qu'elle a «demandé aux Pouvoirs Publics l'intervention de l'armée pour le changement et éventuellement le transport des fourrages».

Correspond. 7/7/76

LECANUET : «FERMETÉ DANS LES PRISONS»

Le ministre de l'intérieur a déjà donné, en été 74, l'ordre de tirer à vue dans les prisons sur les mutins. Lecanuet, pour sa part, se met à l'unisson, en déclarant, après la révolte de la prison de Lisieux : «Quand une rébellion se produit dans une prison, je suis partisan d'utiliser la fermeté». Puis, «il ne suffit

pas d'avoir une volonté de fermeté, il faut en avoir les moyens». Quant aux moyens, le «plan plurianuel de la police, de la gendarmerie et de l'administration pénitentiaire» prévoit précisément de les renforcer. «La répression doit être vigoureuse», a-t-il encore ajouté, en parlant de «quelques individus

dangereux qui tentent une action de violence».

Le ministre d'Etat, comme à son habitude, a jeté quelques mots au sujet de «l'humanisation de la condition pénitentiaire». Actuellement, elle n'est pas en route, c'est le moins qu'on puisse dire. L'année 75 a encore vu 165 suicides dans les prisons, en majorité des détenus provisoires, non encore jugés. Par ailleurs, les tentatives de suicide, très courantes, ne sont pas comptabilisées. Les détenus, bien loin de cette «humanisation vantée», sont exploités dans des travaux très peu rémunérés : par exemple, à Besançon, les détenus fabriquent des paniers à salades, payés à neuf francs les vingt-cinq, ou des attaches métalliques de bouchon de champagne, payées cinq francs les mille, soit moins de dix francs par jour ! C'est Galley, ancien ministre des armées qui parlait de «prison trois étoiles» !

LA «MOBILISATION» DE SAGLIO CONTRE LA SÉCHERESSE

J.F. Saglio, «M. Anti-sécheresse», vient d'annoncer ce que «France-Soir» qualifie de «mobilisation sur trois fronts». Mobilisation bien faible, en fait.

Il s'agit d'abord de lancer un appel au bénévolat des jeunes pour qu'ils participent à des actions antisécheresse organisées par le gouvernement : surveillance des forêts, diffusion de tracts incitant à économiser l'eau, nettoyage des rivières. Le gouvernement voit là une occasion d'exploiter la bonne volonté de la jeunesse.

Par ailleurs, tout en rappelant que le camping «sauvage» est interdit, le gouvernement parle d'organiser «très sommairement» des «zones de délestage pour les campeurs». Il est temps.

De plus, sept cents kilomètres de canaux seront fermés, le 10 juillet, afin d'en utiliser l'eau pour l'agriculture. Il s'agirait des canaux de Bretagne et du Centre.

Enfin, le gouvernement a annoncé son intention de retarder de deux mois la date d'incorporation pour les jeunes de la campagne.

Sanguinetti répond

Après sa mise à la retraite, l'amiral Sanguinetti répond, dans «France-Soir» d'hier. «Je n'ai en effet plus rien à faire dans les armées», écrit-il. Par ailleurs, il renvoie la balle à Giscard pour n'avoir pas dévoilé les nouvelles orientations militaires avant la discussion au Parlement : «Il n'appartient pas à un général de mener campagne contre une politique décidée par le gouvernement et approuvée par le Parlement». Mais, poursuit-il, «cette fois-ci on a tout d'abord fait adopter la politique militaire par le Parlement avant de la définir».

en bref

● SIGNÉ HECTOR : Hector Rolland, député UDR, avait déclaré après l'inculpation d'un patron, que bientôt, «tous les patrons seront en prison». On voit le genre du bonhomme. Cette fois, il envoie à Chirac une lettre portant ces mots : «bureau libre, signé Hector». Car il vient d'être limogé de son poste de président du comité des usagers. La raison évidente, c'est qu'il fut l'un des plus virulents contre le projet des plus-values.

● LE CARTEL DE L'ACIER, PAS MORT : A croire Giscard et le ministre de l'industrie, la question du cartel de l'acier était réglée au retour de Hambourg. Ferry, président de la sidérurgie française n'y croit pas pourtant. Il a réaffirmé hier ses craintes du cartel en raison, a-t-il dit, de la «force insurpassable des choses»...

Plus-values : L'exonération continue

Que restera-t-il, à la fin, du projet de taxation des plus-values, après les innombrables discussions et amendements que les députés, puis les sénateurs, lui font subir ? Sans doute un petit pétard mouillé au lieu d'une grande réforme.

Les sénateurs ont poursuivi, en effet, hier, l'examen du projet de loi qui a été marqué par de nouvelles exonérations. Ainsi, si l'on ne possède pas plus de cinquante millions anciens, on sera exonéré de l'impôt. Et on peut majorer cette somme de dix millions par enfant. Autant dire que l'impôt qui rentrera dans les caisses de l'Etat au titre des plus-values sera dérisoire.

LUTTES OUVRIERES

LA FFTL D'ACCORD AVEC LES LICENCIEMENTS

UNE HONTEUSE CAPITULATION

Comme plan d'aménagement du chômage, les patrons de la presse eux-mêmes n'auraient sans doute pas trouvé mieux. Les gars du «Parisien» qui depuis seize mois occupent leur imprimerie pour le maintien de l'emploi pour tous, vont donc devoir, au terme de ce protocole, accepter pour certains, d'être mis en pré-retraite à 57 ans, pour d'autres d'être mutés dans «les entreprises-satellites de province», les «départs volontaires» faisant le reste. C'est ce que le P«C»F ose qualifier de «victoire des travailleurs du livre».

Les grands de la presse ne s'y trompent d'ailleurs pas. «France-Soir» annonce sa satisfaction par la voix de Dominique Ferry : «L'accord signé est positif car il prévoit la modernisation des entreprises...» Quand à Robert Hersant, il estime que : «Ce document ne laisse rien dans l'ombre et analyse l'ensemble des problèmes posés à la presse».

Ce sont là des propos bien significatifs de ce que la signature de cet accord apporte aux patrons de la presse.

Il s'agit bien d'une honteuse capitulation de la direction de la FFTL-CGT dont les travailleurs du livre et en premier lieu ceux du «Parisien» vont faire les frais.

COMMENT LE P«C»F BRADE LES LUTTES

La question se pose : pourquoi signer un tel accord qui ne prend en compte que les intérêts des patrons ? La réponse, c'est dans la stratégie du PCF qui contrôle étroitement la direction du syndicat du livre, qu'il faut la chercher. Pour le P«C»F, la lutte des travailleurs du «Parisien» commence à devenir encombrante. C'est un écueil sur le chemin de «l'union du peuple de France». Hier encore, pendant que les hauts dirigeants signaient l'accord en question, les gars du «Parisien» organisaient à nouveau un «rodéo» à Melun. Il faut, pour le PCF, ramener tout le

monde à la raison, empêcher que d'autres luttes du même type ne se déclenchent à l'occasion des prochaines restructurations dans la presse et des licenciements qu'elles ne manqueront pas d'entraîner.

Tout ce qui est proposé par le PCF aux travailleurs du livre frappés par le chômage, c'est d'attendre 78 pour voter «Union de la gauche». En attendant, être sages, ne pas effrayer l'électorat petit-bourgeois, et même grand-bourgeois, qui s'apprête à voter «à gauche». Pour cela, comme l'avoue Krasucki : «Il faut régler rapidement le conflit du «Parisien Libéré», autrement dit, accepter d'en passer par les volontés du patronat de la presse, accepter les licenciements,

Nul doute qu'une telle capitulation, un tel bradage des luttes dans le livre, ne sera pas toléré par les travailleurs, ceux du «Parisien» en tête.

Gérard PRIVAT

● A Kuom (fabrique de meubles) à Rantigny dans l'Oise, les travailleurs ont débrayé et présenté une pétition au patron pour exiger qu'il fasse les travaux nécessaires pour n'avoir plus à subir les effets de la chaleur. Jusqu'à présent, ce profiteur n'a rien lâché. En une semaine, cinq malaises se sont produits dans les ateliers où la température est telle qu'elle fait fondre les bougies d'allumage.

NANTES : RÉUNION CONTRE LA RÉPRESSION DANS L'ARMÉE

Aujourd'hui a lieu, à 20 h 30, (à la faculté protestante, à Nantes), une réunion pour protester contre la répression dont est victime Christian Gombaudo, militant PTT de Nantes.

En effet, incorporé le 2 juin dernier, il a été réprimé dès son arrivée à l'armée. D'abord pour avoir protesté contre le licenciement d'un

de ses camarades de chambre par son patron trois jours après son incorporation.

Muté au bout de cinq jours, dans la batterie la plus répressive, il refuse d'obéir et se retrouve au trou. Puis, il entame une grève de la faim. Hospitalisé au bout de huit jours, il est ensuite remis en prison.

ACCORD-CADRE OU PAS, «PAS QUESTION D'ACCEPTER LE CHÔMAGE !»

Hier après-midi, un meeting rassemblait mille cinq cents travailleurs de la Presse Parisienne, sous les toits vitrés de la Bourse du Travail. La salle était pleine, mais la mobilisation peu importante,

Les trois orateurs ont affirmé : «Il n'y aura pas de chômage», et Lancry a précisé : «Pas de chômage sauvage ! On parle plutôt d'excédents qui se dégagent, et qui seront résorbés

placement des pré-retraités au Monde par exemple, qui n'envisage pas de moderniser, il se peut qu'en deux ans, il n'y ait plus personne sur le pavé... Il y aurait des indemnités (les 90 %).



quand on sait que Krasucki, Piot et Lancry présidaient le meeting. Il s'agissait, comme l'a rappelé Krasucki «de prendre acte ensemble d'une telle victoire» !

dans le cadre de la pré-retraite à 57 ans, des départs volontaires». La déqualification ? les mutations ? Cela est «à étudier avec le patronat», et on négociera «des indemnités différentielles». Amaury ? «Les patrons de la presse voulaient en faire leur fer de lance, aujourd'hui cette lance est brisée», la position d'Amaury est intenable, le gouvernement et les banques qui soutiennent Amaury ne pourront supporter indéfiniment un journal qui a perdu en seize mois la moitié de sa clientèle, et qui se trouve isolé...

Mais s'ils ne remettent pas encore en cause l'accord cadre, tous les travailleurs du Parisien Libéré sont unanimes. «Vous dites qu'il y aura du chômage, si c'est vrai, pas question de l'accepter. Ça fait seize mois qu'on se bat contre ça, si vraiment il y a du chômage, on continuera».

Beaucoup ne comprennent pas pourquoi la FFTL a condamné le Rodéo de Melun, à l'issue duquel un ouvrier du Parisien a perdu la vue, brûlé par une grenade lacrymogène lancée par les flics dans une voiture. «Les rodéos, on les continue». Pourtant, au meeting, il n'a pas été question de ces exactions de la police. Krasucki, pour faire bonne mesure, a juste rendu hommage à l'«esprit d'invention» des travailleurs du PL, à leurs «initiatives qui sont présentes à tous les esprits», mais il ne s'agit pas d'en parler plus.

Rouen, foyer Moïse : PROCÈS CONTRE LES TRAVAILLEURS

Hier à Rouen, les travailleurs du Foyer Moïse au Tribunal de Grande Instance.

Suite à la grève des loyers qui se poursuit depuis octobre (Quotidien du Peuple du 21 juin), les travailleurs sénégalais et mauritaniens ont décidé de prendre les devants pour qu'un jugement soit rendu avant la période des vacances. Ils ont saisi le juge des référés pour demander, d'une part, la nomination d'un auxiliaire de justice qui devrait d'un côté réexaminer le statut des résidents et le contrat des locations, de l'autre préparer la nomination d'un nouveau gérant. Celui-ci en effet pour combattre les revendications des travailleurs, laisse la gestion à l'abandon. D'autre part, ils ont demandé la mise sous séquestre des loyers. Ceux-ci depuis octobre ont été versés par les résidents sur un compte bancaire. Cette mesure judi-

ciaire serait en quelque sorte une prise en compte de l'action engagée par les travailleurs.

L'avocat de l'association, au nombre de laquelle le gérant et le consul du Sénégal, a demandé l'annulation de ces deux mesures, niant l'existence d'un droit de grève en ce qui concerne les loyers. Le juge se prononcera, lundi, à 14 H.

COMMUNIQUÉ

Les hospitaliers du Val de Marne du PCRml appellent tous les travailleurs et notamment les travailleurs hospitaliers à participer nombreux aux journées portes ouvertes de vendredi 9 et samedi 10 juillet et à apporter leur soutien aux travailleurs du centre hospitalier privé d'Ivry en lutte contre les licenciements (cf. QdP du 8 juillet).

Pour la FFTL, il était grand temps que ces négociations aboutissent. Comme l'a reconnu Krasucki lui-même, ça n'a pas été facile d'empêcher les gars de la presse d'entrer tous en lutte contre les projets du Figaro et de France Soir : rappelant le passé de luttes des travailleurs du Livre pour mieux faire passer le reste, il a dû dire : «Il n'a pas été simple de se faire à l'idée de mouvements différenciés, où seuls les travailleurs du Figaro et de France Soir devaient porter les coups... Il fallait frapper seulement ceux qui se mettent en travers... Les patrons de la presse espéraient des actions qui auraient visé tout le monde indistinctement... Vous avez fait preuve de modération, de sagesse...»

Qu'il ne s'y trompe pas. Les travailleurs du livre savent bien que la restructuration touche toute la profession. A trop affirmer qu'il n'y aura pas de chômage, la FFTL ne fait, à terme, qu'accroître les contradictions qu'elle peut momentanément espérer avoir effacées...

63^e TOUR DE FRANCE

12^e ÉTAPE : PORT-BARCARÈS - PYRÉNÉES 2 000 : LES FAVORIS PIÉGÉS

Cette première étape pyrénéenne a bouleversé les valeurs établies et par là même relancé l'intérêt du Tour de France. Échappé à 80 km de l'arrivée, Raymond Delisle a gagné à Pyrénées 2 000 avec une avance de près de sept minutes sur les favoris et par la même occasion, endosse le maillot jaune.

Était-ce là son ambition ou une tentative pour permettre à Thévenet d'attaquer ? En tout cas, Thévenet ne paraît toujours pas en forme suffisante pour prendre la première place, il n'a

pas réussi à décamponner ses adversaires. Delisle avec l'avance qu'il possède, réussira-t-il à emporter son maillot jaune jusqu'à Paris, rien n'est moins sûr. On reste donc dans l'incertitude sur

l'issue du Tour, toujours est-il que les jours qui s'annoncent seront passionnants, la victoire de Delisle galvanisera certainement de nombreuses ambitions chez les outsiders.

CLASSEMENT GÉNÉRAL

- 1 - Delisle
- 2 - Van Impe à 2'5"
- 3 - Zoetemeik à 2'57"
- 4 - Poulidor à 4'25"
- 5 - Thévenet à 4'53"

LUTTES OUVRIERES

QUAND LA CGT DE LA LOIRE S'EN PREND A DURAFOUR

Dans une déclaration de la Commission Economique Régionale, reprise et commentée par l'Union Départementale de la Loire, la CGT dénonce les « subtilités » de M. Durafour dans son décompte des chômeurs. Selon le Ministre du chômage (maire de Saint Etienne), il faut distinguer « chômeurs » et « demandeurs d'emplois ». Seuls seraient chômeurs ceux qui, ayant déjà travaillé auparavant, viennent à perdre leur emploi. La CGT s'interroge à ce sujet : « que deviennent alors les milliers de jeunes qui n'ont pas encore travaillé et qui, soudainement jetés sur le marché du travail, se retrouvent sans emploi ? Et tous ceux et celles qui ont dû suspendre leur activité professionnelle et aspirent à la reprendre ? »

Selon la CER - CGT, « tous ceux et celles qui se font inscrire comme demandeurs d'emplois manifestent bien par cette démarche leur volonté de travailler et sont donc bien des chômeurs au sens strict du mot ». On avouera que la polémique est bien faible ! Que fait la CGT des « mesures Métais » et de l'application (amorcée en Alsace et à Limoges depuis ce mois-ci) du système d'auto-élimination des chômeurs (ceux-ci ayant désormais à remplir à domicile des fiches obscures et à penser à les renvoyer dûment remplies et à temps à l'ANPE) ? L'UD

de la Loire a-t-elle été demander aux jeunes sortant du lycée ou du collège s'ils avaient pensé à s'inscrire tous ? Les ménagères désireuses au bout d'un temps de retrouver un emploi vont-elles à l'ANPE ou feront-elles plus sûrement le circuit petites annonces - intérim - relations ou tuyaux personnels ?

Que signifie le fait de souligner (à juste titre) l'oubli de ces catégories dans les statistiques du pouvoir pour les oublier soi-même ensuite dans sa propre définition du chômeur ?

Ceci dit, la CGT démonte plusieurs trucages du patronat, en matière de chômage, particulièrement sensibles dans la Loire et formant, de fait, une politique systématique.

L'ORGANISATION DU CHOMAGE

« Les patrons excluent souvent leurs salariés (qui n'ont aucun pouvoir en la matière) du bénéfice des 90%, en restant seuls juges du motif de licenciement économique »

« Le dégraissage des effectifs se fait systématiquement à la veille des congés et l'on force de plus en plus la dose des entreprises du département où l'on met en garantie de ressource des ouvriers qui s'en vont à 57 ans »

« Alors que le patronat prétend que le chômage est dû à l'inadéquation des jeunes aux besoins des entreprises, on a constaté que dans la Loire, les ouvriers qualifiés étaient les plus nombreux en chômage : 2 384 en mai 76, et cela, dans toutes les cor-

porations, l'éventail des qualifications professionnelles étant très largement ouvert parmi les demandeurs d'emplois ».

« Enfin, « presque toutes les offres d'emploi reçues actuellement à l'ANPE de la Loire sont au niveau du SMIC », ce qui selon la CGT est la marque que « le patronat profite de la situation pour pratiquer et accentuer la politique des salaires de misère ».

En somme, c'est un tableau assez réaliste de la situation de l'emploi qui est dressé là. Sa limite ? Eh bien, elle est dans l'absence totale de propositions d'action et de mobilisation faites aux travailleurs du département ! Tout juste l'UD propose-t-elle... aux organisations patronales (!) « une enquête paritaire pour connaître, au moins approximativement les perspectives de besoins en personnel des entreprises de la région ». Après cela, comment voudrait-on que les travailleurs de la Loire se retrouvent dans cette plate « dénonciation » sans lendemain ?

Corr. Roanne

F.O. SYNDICAT «MAISON» DANS LA BONNETERIE ROANNAISE

Les propos de Ceyrac et Chotard (du CNPF) contre le « monopole syndical » (c'est à dire contre la représentativité CGT et CFDT et les droits syndicaux) ont de l'écho dans le patronat ultra-réactionnaire des petites bonneteries « familiales » de Roanne (Loire). Chez Tricot-Jan, par exemple, la direction a deux volets à sa politique :

- elle multiplie les brimades contre les délégués CGT, fait obstacle à leur déplacement dans l'entreprise comme à l'extérieur (en réunion, délégation), et refuse de discuter des revendications avec les élus CGT en réunion de délégués du personnel...

- dans le même temps, sont entreprises des discussions séparées avec le syndicat-croupion FO, au terme desquelles la revendication des travailleurs présentées dans le cahier CGT (« revalorisation des primes de vacances, de fin de mois 76 et le 13^e mois ») est accordée sans coup férir. Ce qui permet au « syndicat » FO de se vanter d'obtenir « dans le calme et sans perte

de salaire » des résultats que la CGT n'a pu obtenir par le « désordre »...

Le tour est joué : les caïds de FO cherchent ainsi à renverser le « monopole » syndical à leur profit et pour la plus grande satisfaction des patrons. Dans ces PME de la bonneterie où la CFT n'a jamais fait son trou, FO fait la besogne à sa place !

Corr. Roanne

o LES ACIÉRIES DU FOREZ ENCORE CONDAMNÉES : Encore une fois, les Acieries du Forez viennent d'être condamnées à payer 186 000 francs à M. Florence, comptable licencié en 1969 pour avoir créé une section syndicale. Depuis plus de sept ans, l'entreprise, bien que condamnée refuse de payer et de réintégrer Florence.

Le Peuple au Quotidien

"IL EST INTERDIT DE PARLER AU MACHINISTE"

Dans les bus, à Paris, la chaleur rend les conditions de travail encore plus pénibles. Le ras-le-bol des conducteurs a débouché sur une lutte. Mais celle-ci n'a pas pu faire céder la direction. Et même, avec la carte orange, la régie fait du bénéfice sur la grève des ouvriers : elle ne les paye pas et n'utilise pas le matériel ! Aujourd'hui, après la grève, le travail reste donc aussi dur. Nous avons passé quelques heures avec Daniel, 40 ans, marié, deux enfants, pendant sa journée.

« 60° à la tête, 85° aux pieds : on a le moteur juste dessous ! Pas d'aération, des sièges en plastique... On est en nage », me dit Daniel. « En plus, il faut supporter le bruit du moteur, les gaz d'échappement toute la journée. Avec les travaux dans Paris, la circulation est difficile. On doit faire attention pour tout le monde : surveiller les voitures particulières, les piétons. Il faut être tout le temps à l'affût, car ici, on ne peut pas tellement freiner ; sinon, c'est les voyageurs debout qui prendraient. Et depuis qu'on a supprimé les receveurs, on fait ce boulot en plus. »

C'est la tête qui prend. On subit une très grande tension nerveuse. Avant, j'étais dans le métro, maintenant dans les bus, je fais moins d'heures, mais c'est plus fatiguant. Quant aux bus, ce ne sont pas les cars modernes de certaines compagnies privées : nous, on a du matériel qui saute, des vieux trucs sur lesquels on se tasse vite les vertèbres. Les voitures n'ont pas moins de 250 000 kilomètres. certaines atteignent

400 000 kilomètres ! Tout tremble dedans. Les vitesses passent mal. On a souvent des pannes, surtout ces jours-ci avec la chaleur ».

Il est onze heures. Daniel a bientôt fini sa journée. Il a commencé à quatre heures, au dépôt des Lilas ; il ramasse le personnel de la RATP. Il suit cet horaire pour une semaine. Un de ses copains qui habite à Villeparisis doit se lever à deux heures trente pour effectuer ce service.

Daniel est « en roulement », c'est-à-dire qu'il dépend toujours de la même ligne mais change d'horaires toutes les semaines. Le travail varie beaucoup d'un dépôt à l'autre et même d'une ligne à l'autre. Sur les petites lignes, le machiniste peut effectuer jusqu'à onze tours dans la journée, comme sur la 153. Les temps de pause sont très morcelés. Par contre, sur le PC (petite ceinture) qui fait le tour de Paris, on roule deux heures, deux heures trente sans s'arrêter.



Mais les jeunes, en entrant, sont souvent « hors ligne » : ils servent de bouche-trou, ils sont balancés n'importe où, jusqu'à Garges-les-Gonesses pour un conducteur qui habite en face du dépôt de Flandre. « De toute manière, quelle que soit la ligne ou le service, on ne prend jamais ses repas à la même heure. Quelquefois, la journée est morcelée : 5 H-10 H et 15 H-18 H. Pour les congés, c'est la même chose : on fait des semaines de cinq, six ou même sept jours. On n'a pas souvent

nos samedi et dimanche. D'ailleurs, au total, les employés de la RATP n'ont que 90 jours de repos contre 104 pour les autres travailleurs. D'accord, pour les salaires, c'est mieux qu'en usine, mais pour le reste... »

Les chauffeurs de bus ont du mal à mener une réelle vie de famille : Daniel est divorcé. Avec sa femme, secrétaire, ils se croisaient dans les couloirs : « Quand je rentrais à minuit, elle dormait et le matin elle partait quand j'étais encore

au lit. Avec des conditions pareilles, comment vivre ensemble ».

Mais Daniel se plaint aussi des contrôles : « C'est comme à l'armée, un surveillant passe sans nous prévenir. A la fin, il nous dit qu'on a une observation, un blâme ou une retenue sur salaire. Ces punitions imposées par un gradé, on les appelle des « bons de tabac ». On en a si on fume, si on n'annonce pas les arrêts, si on s'arrête sur les trottoirs. Quand on a un accident, on nous retire automatiquement nos primes de bon service. La RATP ne nous la rend que quand la preuve formelle de

notre non-responsabilité est établie. »

Aux heures de pointe, les usagers s'entassent jusqu'à quatre vingt dans un bus prévu pour soixante dix ; quand c'est plein, les gens reçoivent des coups de porteur.

Malgré cela, on est seul au milieu de la foule. On n'a pas de contacts humains ; les voyageurs, on ne les connaît pas. Et quand il n'y a pas trop de monde, pas trop de circulation, on aimerait parler, mais « il est interdit de parler aux machinistes »...

Véronique MONPAZIER

Lors de l'expulsion du fermier de Cheix en Retz mardi soir, le capitaine de gendarmerie qui dirigeait les opérations s'est permis de manière illégale de saisir la pellicule d'un journaliste, estimant que ce dernier prenait « des photos trop orientées ». Les sections syndicales CGT, SNJ, CFDT, FO des journalistes de Loire-Atlantique et de Vendée s'élèvent énergiquement contre cette nouvelle entrave à la liberté de la presse ; elles exigent la restitution immédiate des documents photographiques. Elles comptent donner à cette affaire les suites judiciaires qui s'imposent afin de mettre un terme à ces pratiques parfaitement inadmissibles qui ont tendance à se multiplier. La saisie des documents photographiques tend en effet à assimiler les journalistes à des auxiliaires de la police. Les sections syndicales CGT, SNJ, CFDT, FO estiment que dans un pays démocratique, des capitaines de gendarmerie n'ont pas à donner de directives aux journalistes sur la façon d'exercer leur métier.

VENDREDI DE 10 H A 14 H
CONFÉRENCE DE PRESSE DE LA FDSEA
à propos de l'expulsion de Cheix-en-Retz
siège du MRJC - salle A 2
42, rue Labryère - Paris

INFORMATIONS GÉNÉRALES

MONTREUIL

Après l'assassinat de Dominique, LA VÉRITÉ LEUR FAIT PEUR

Al'enterrement de Dominique, les travailleurs et les jeunes expulsent le commissaire, ses gorilles et sa journaliste.

Toutes les familles populaires et les jeunes du quartier étaient là. Sur chaque visage, on lisait la douleur, mais aussi une certitude réelle : celle que maintenant on ne pourra pas oublier. Sur chaque visage, on lisait la volonté ferme de se battre pour faire la vérité, le dégoût que suscite le racisme anti-jeunes. C'est les gens du peuple qui ont accompagné Dominique au cimetière de la Cité : les gros bonnets de la mairie PCF qui, quelques jours plus tôt rendaient visite à la famille de l'assassin, n'ont pas osé venir. Ils ont indiqué là de quel côté ils se

placent. Les flics se sont montrés, flanqués d'une représentante de la presse pourrie («France-Soir»). Très vite, alors qu'ils prenaient des photos, les mères de familles, les travailleurs, les jeunes présents les ont entourés puis pourchassés. Après l'enterrement, en revenant sur les lieux de l'assassinat, on pouvait les voir, la journaliste de «France-Soir» conversant avec le commissaire, entourés d'une dizaine de cars de flics : un tel déploiement de forces policières prouve qu'ils ont peur. Cela prouve aussi que les jeunes et les familles, unis dans la Commission pour la Vérité et contre la Campagne Anti-jeunes constituent d'ores et déjà une force réelle sur le quartier.

Correspondant UCJR

ÉCOLE CAPITALISTE LES CPPN ET LES CPA : UN GHETTO OÙ L'ON PARQUE LES ÉLÈVES

«Vivement qu'on quitte l'école et qu'on aille travailler». Cet avis, en CPPN, on est plus d'un à l'avoir.

Dans les CPPN, ce sont les gosses de famille ouvrière qui constituent l'écrasante majorité. Dans la mienne, sur vingt-sept élèves, vingt-trois ont des parents ouvriers agricoles ou ouvriers.

Officiellement, les CPPN sont là pour que les élèves fassent de petits stages dans diverses branches d'activité et puissent ensuite choisir en connaissance de cause quel métier leur va mieux. Mais, derrière le baratin ministériel, la réalité, c'est que chaque élève a passé dans l'année en tout et pour tout deux jours chez un patron, la plupart du temps à faire du nettoyage. En fait, la CPPN, c'est un ghetto où l'on parque les élèves...

L'administration, comme un bon nombre de profs, tient les élèves de CPPN et de CPA (classes préparatoire à l'apprentissage) dans le plus grand mépris... Le jeune est taxé de fainéant, grossier, voyou, casseur... «Tout ce qu'il comprend, c'est la manière forte, c'est la gifle, au besoin le coup de poing accompagné d'une insulte»...

On a même vu le directeur appeler le panier à salade pour intimider les jeunes.

C'est vrai d'ailleurs qu'ils ne mâchent pas leurs mots, c'est vrai qu'ils cassent pas mal, mais la salle de classe, pour eux, n'est pas évidemment l'endroit où l'on vous offre des possibilités de réussite sociale, ce n'est que l'antichambre de l'exploitation ! Comment s'y trouver bien ? Mais dans les classes, on est frappé des liens profonds qui unissent les élèves. On ne frime pas, on le dit que la mère est morte à force de trop boire, que les parents ne peuvent pas payer la cantine, qu'on n'est jamais allé à plus de cent bornes de chez soi.

L'année qui suit la CPPN, si l'on n'a pas seize ans pour pouvoir quitter l'école, on se retrouve en CPS, c'est-à-dire

qu'on vient une semaine à l'école, et l'autre semaine, on la passe chez un patron, où l'on apprend un soi-disant métier et tout ça pour des clopinettes. Pour le patron, c'est une aubaine, des jeunes sans déboursier un rond !... Après l'expérience amère de l'école, il faudra celle de l'usine pour orienter leur solidarité de classe vers la lutte. Beaucoup rejoindront alors le combat de la classe ouvrière pour son émancipation.

Un lecteur

Les premiers résultats du baccalauréat 76 commencent à être connus. Le baccalauréat technique, surtout. Cette année, dans presque toutes les académies, les résultats sont largement inférieurs à l'an dernier. Sur Paris-Créteil-Versailles, on enregistre 56,3 % de reçus contre 61,4 % l'an passé ; Toulouse, 62,7 % contre 66 % ; Tours-Orléans, 55 % contre 61,3 % ; Nancy-Metz, 66,9 % contre 68,5 %. Il n'y a qu'à Nantes (63,2 % contre 60,6 %) et à Poitiers (59 % contre 57,8 %) que les résultats sont supérieurs.

A quoi tiennent les variations de résultats ? Est-ce que les élèves sont plus «mauvais» ? Comment se passent les examens ? C'est ce que nous avons demandé à un professeur de comptabilité.

—Le Quotidien du Peuple : D'abord, que recouvrent ces statistiques du baccalauréat technique ?

—Ce sont tous les baccalauréats F, G, H, considérés comme des «sous-baccalauréats» par rapport aux filières «nobles», comme la filière C où se retrouvent tous les fils de patrons, de médecins, etc... La statistique globale ne permet d'ailleurs pas de voir qu'il y a de très grandes variétés selon les baccalauréats techniques. A titre d'exemple, les baccalauréats G1 ont en général près de 80 % de réussite, alors que les baccalauréats G3 (techniques commerciales) tournent autour de 55 %. Cette année, j'étais dans un jury de G3 : il y a eu environ 35 % de candidats reçus. Ce fut un véritable scandale.

— C.N. : Le peuple corse établit-il un lien entre le procès d'Edmond Simeoni et celui de Serge Cacciari ? Comment exprime-t-il sa solidarité ?

— M.S. : Les deux procès sont liés par une constatation très simple : s'il n'y avait pas eu Aleria, il n'y aurait pas eu Bastia. C'est incontestable. Pour nous, la constatation est simple, l'agression d'Etat s'est produite à Aleria, Bastia est un contre-coup populaire, spontané, à cette agression. Aleria, c'est une action très élaborée, très politique avec l'infrastructure d'une organisation, d'un courant de pensée ; par contre Bastia, c'est un peu le spontanéisme à chaud. Ce qui fait que dans la population corse, les deux choses sont liées mais ne sont pas perçues de la même façon. En ce qui concerne Aleria, les choses ont été claires très rapidement, la solidarité a été générale. En ce qui concerne le sort personnel de Serge Cacciari, malgré le fait que les gens s'accordent à reconnaître que les deux événements sont liés, il y a eu une certaine réticence à

assumer le spontanéisme, en la personnalité d'un jeune un peu isolé. Mais Serge Cacciari a eu d'emblée toute la jeunesse corse pour lui, ce n'est que chez les adultes qu'il y a eu une certaine réticence. Mais tout au long de l'action politique contre Aleria, et le procès d'Edmond, nous avons pu très progressivement, par notre attitude, par nos explications, faire comprendre qu'il n'y avait pas, face à la répression, de différence fondamentale entre l'agression d'Aleria et la façon dont le «service d'ordre» avait amené par ses provocations, la réaction des Corses à Bastia.

Edmond Simeoni a fait à plusieurs reprises, lors de son propre procès et de celui de ses camarades d'Aleria, des déclarations très précises en faveur de Serge Cacciari, notamment dans sa dernière déclaration, avant le délibéré. Il a assumé les actes de Serge Cacciari à plus de 100 %. Même nous autres, en tant que mouvement, nous l'avons fait. Donc, pour nous, il n'y a pas de différence fondamentale entre la répression à Aleria

et la provocation du «service d'ordre» à Bastia.

— C.N. : Au procès de Serge Cacciari, il semble bien que le président du tribunal se pose en véritable accusateur, attitude que l'on n'avait pas vue au procès Simeoni...

— M.S. : C'est un peu le même processus dans les deux cas. La Cour de Sécurité de l'Etat part toujours avec des charges maximum et une instruction floue, et elle laisse en quelque sorte à la défense le soin de préciser les choses. Ce qui est un peu inquiétant, dans l'attitude du président David, c'est que l'on a l'impression que Serge Cacciari pourrait être jeté en pâture aux récriminations des forces de police et de gendarmerie. Nous constatons qu'ils ont reculé à Montredon pour des raisons politiques évidentes, nous constatons qu'ils ont été contraints de reculer aussi en ce qui concerne Aleria, dans une certaine mesure, moins qu'à Montredon, et aujourd'hui, ils donnent l'impression de vouloir se rattraper sur le cas de Serge Cacciari, qui se pré-

sente, sur le plan du rapport des forces, d'une façon qu'ils croient moins favorable, mais qui sera très lourde de conséquences pour la suite.

La seule «spéculation» que je puisse faire, en attendant le résultat, c'est qu'il reste quelques jours encore pour se battre dans l'intérêt de Serge Cacciari et dans l'intérêt politique de l'affrontement, en termes de rapport de forces, entre un Etat centraliste, jacobin et aliénant, et les aspirations populaires de la Corse.

Si Serge est lourdement frappé, le peuple corse ne restera pas indifférent et je suis certain que beaucoup de gens, qui ont hésité parce qu'ils n'ont pas très bien compris ou été suffisamment informés politiquement de la nature profonde de l'affaire de Bastia, se sentiront ulcérés en profondeur et réagiront.

Propos recueillis par C.NOËL.

La suite de cet interview, sur la situation de la Corse, paraîtra demain.

LE PROCÈS DES ASPIRATIONS CORSES

INTERVIEW DE MAX SIMEONI

BAC : UNE LOTERIE POUR LES ÉLÈVES DU PEUPLE



tants ? Comment cela fonctionne ?

—Il faut le voir pour le croire. Il reste encore, en effet, chez pas mal de parents l'idée que le prof fait bien son boulot, qu'il prend en compte les intérêts de l'élève.

Un jury composé de professeurs qui corrigent à l'écrit et qui interrogent à l'oral : beaucoup n'ont qu'une idée en tête, finir au plus vite pour partir en vacances, éliminer le plus possible de candidats pour en faire passer moins à l'oral. Les élèves pour eux, sont des numéros. Pendant les délibérations, pour savoir si on accepte

ou non tel ou tel élève, on entend des plaisanteries. Les cas sont traités avec une légèreté incroyable. La politique joue un rôle central : j'ai eu il y a quelques années une élève éliminée à l'oral d'économie pour avoir parlé trop précisément du pillage colonialiste en Inde. Ne parlons pas des sujets ! Cette année, en économie d'entreprise, il y avait le «rôle du chef». Tu imagines ce que les révolutionnaires qui disent ce qu'ils pensent dans leurs copies ont pris comme notes.

En philosophie, on voit beaucoup de notes entre 1 et 5. C'est presque pire en maths.

Tu vois des profs à l'aise, prêts à partir bronzer, qui d'un seul coup de plume, éliminent, quelque fois pour une dizaine de points sur deux cents ou plus. «Cette année, ils sont mauvais, ce sont tous des déchets, on ne va pas recevoir tout le monde !» Voilà le genre de commentaires qu'on entend sur tous les tons. Evidemment, en moyenne, que les jurys soient plus ou moins indulgents, on arrive à un pourcentage identique. Mais, pour chaque élève, c'est une véritable loterie : loterie du prof et de ses idées politiques, loterie de la note, loterie du sujet, etc...

—QdP : Tu parles de jurys particulièrement révol-

Espagne

Un gouvernement pour l'été

LA CRISE DE L'OLIGARCHIE FASCISTE

Le nouveau gouvernement espagnol est formé. Il ne regroupe aucune personnalité marquante : aucun membre du Bunker ; la vieille garde franquiste, ni d'opus dei, ni de personnalité libérale de premier plan. « Nous devons préparer les élections générales (qui se tiendront l'année prochaine) et laisser le pouvoir au gouvernement qui sera formé sur la base de ces résultats », affirment les proches de Suarez, le premier ministre. Le ministre de l'information affirme dans sa première déclaration : « Nous sommes un gouvernement de transition avec très peu de temps pour réaliser ce que nous voulons ».

« Il faut attendre de connaître le programme », affirment les milieux d'opposition.

Les libéraux ne sont pas partis. Motrico a laissé aux affaires étrangères l'un de ses plus proches collaborateurs, Oreja, qui affirme : « Il y a dans l'équipe une demi-douzaine d'autres qui partagent mes convictions, c'est une garantie ». Et quelles sont les convictions des autres ? De même Martin Villa, libéral, remplace Fraga, à l'intérieur.

Le liquidateur du syndi-

cat espagnol universitaire dont il fut secrétaire général, Ignacio Garcia Lopez se trouve ministre de la Phalange, Enrique de la Mata, qui affirmait il y a peu qu'« il faut légaliser tous les partis, y compris le parti communiste » se trouve à la tête du syndicat vertical.

Ce sont autant d'indices qui indiquent que le gouvernement espagnol peut poursuivre la mise en sommeil de certaines institutions franquistes afin d'associer les partis réactionnaires qui se forment. Les grands remous autour de la démission de Arias Navarro n'ont pas abouti à éclaircir la situation et les

franquistes continuent de se disputer à propos des moyens de maintenir la dictature fasciste, de réaliser une ouverture pseudo-démocratique sans détruire l'appareil de répression. C'est un peu la situation du gouvernement Arias Navarro qui se poursuit. Cela donne une idée de la crise dans laquelle se trouve l'oligarchie fasciste, elle n'arrive pas à formuler et à mettre en place un programme complet de gouvernement.

Et la transition qui s'ouvre avec le nouveau gouvernement ne paraît pas devoir permettre de sur-

monter cette crise : on sait déjà que Suarez a refusé l'amnistie ce qui a empêché la participation de certains partis d'opposition. Par ailleurs, comme le gouvernement Navarro, il devra affronter la colère croissante des masses populaires contre les effets de la crise économique ; la répression est pour lui la seule issue, répression qui ne peut qu'accroître encore la colère contre le régime fasciste qui se poursuit derrière les « ouvertures » en direction de l'opposition.

G. CARRAT

● LES OUVRIERS DE MOTOR IBERICA MANIFESTENT : Les ouvriers de Motor Iberica ont bloqué, avant-hier la circulation dans les rues de Barcelone, malgré l'interdiction de manifester qui leur était faite. Ils manifestèrent ainsi aux cris « levée des sanctions », et exigèrent la levée des mille huit cents licenciements prévus. Depuis le mois d'avril, l'usine est lock-outée à cause des revendications de salaires.

La police a chargé la manifestation à coup de grenades lacrymogènes et tira des balles en caoutchouc.



COMECON : RÉUNION HIER DU CONSEIL ANNUEL

Le Conseil annuel du COMECON s'est ouvert hier à Berlin-Est. Pour la première fois, les pays de cet organisme qui regroupe sous la férule soviétique, tous les pays Est-européens, la Mongolie et Cuba vont coordonner leurs plans pour cinq ans : chaque pays aura un quota de production à fournir en fonction de la division internationale du travail élaborée par Moscou. Par exemple, la Mongolie au lieu de s'équiper en industrie, fournit des produits d'élevage à l'URSS. Cuba, « harmonise » son économie avec l'URSS... L'URSS essaie d'étendre son organisation économique : elle a invité le Laos, le Vietnam, l'Angola et la Yougoslavie au sommet.

Certaines contradictions existent, néanmoins à ce sommet, notamment, la Roumanie ne veut pas dépendre exclusivement de ces accords qui risquent de limiter sa souveraineté.

COMECON ET MILITARISATION

La coordination des plans des pays du COMECON, permettent à l'URSS de se servir des pays entiers en soumettant tout leur potentiel, économique, industriel, agricole aux besoins de l'URSS. C'est la nouvelle forme de la domination impé-

rialiste soviétique, que les Soviétiques appellent la « division internationale du travail » : les pays doivent fournir, le beurre et même les machines-outils nécessaires à l'URSS, pendant que celle-ci peut centrer une part de plus en plus grande de son économie dans la production des armes, nécessaires à la conquête du monde.

G.C.

● Saint Pierre et Miquelon sont officiellement depuis hier des DOM, départements d'outre-mer. Cette transformation du statut de Saint Pierre et Miquelon doit permettre à l'impérialisme français une intervention encore plus directe, puisque il y a désormais les mêmes pouvoirs que dans n'importe quel département métropolitain.

● JAPON : Deux dirigeants de la All Nippon Airways ont été arrêtés pour avoir reçu des pots de vin non autorisés par la loi. Ceux-ci devaient acheter les faveurs du ministre des transports pour le Tristar que Lockheed voulait vendre au Japon.

Premier anniversaire de l'indépendance des Iles du Cap Vert

L'ÉCHEC DES TENTATIVES NÉO-COLONIALES AU LENDEMAIN DU 25 AVRIL

Après le 25 avril, la bourgeoisie portugaise soutint la mise en place d'un gouvernement ayant Spinoza à sa tête. Dans son ouvrage, le « Portugal et son avenir » ce dernier avait jeté les bases d'une solution néo-coloniale pour les « provinces d'outre-mer ».

« POLITIQUE DE SOURIRE ET DE SANG »

Amílcar Cabral avait déjà dénoncé en 1973, quelques jours avant son assassinat la « politique de sourire et de sang » menée par Spinoza en Guinée-Bissau. « Sourire, affection, démagogie envers les Africains qu'il tient encore sous son contrôle. Bombardements au napalm, crimes des plus barbares, at-

● PAYS CATALANS : Dimanche dernier, la garde civile a empêché par des déploiements massifs, le départ de la marche de la liberté. Les principaux responsables ont été arrêtés et condamnés à des amendes extrêmement lourdes allant jusqu'à trois cent mille pesetas. Pas d'intérim pour la répression en Espagne.

taques terroristes par hélicoptère, destruction de villages, incendies de cultures, assassinats d'enfants et de femmes, épandages de produits toxiques sur nos cultures, voilà l'aspect que nous qualifions de sang ».

« ILS CROIENT POUVOIR ENCORE OBTENIR PAR DES MANŒUVRES CE QU'ILS N'ONT PU OBTENIR PAR LA FORCE DES ARMES »

Très vite après le coup d'Etat du 25 avril, le gouvernement portugais tentera de diviser l'entité Guinée-Cap Vert, tout en s'assurant d'un soutien actif des USA et d'autres impérialismes dont la France. Par ailleurs, les pressions exercées ne sont pas seulement d'ordre politique ; il y a aussi continuation des bombardements et,

tion des bombardements, etc... (Communiqué de Radio-Libération du 30 avril 1974) : « ... Les dernières déclarations du premier responsable de la junte confirment l'erreur de ceux qui ont voulu voir dans l'ancien chef de la guerre coloniale portugaise dans notre pays l'homme

bien intentionné et capable d'orienter le Portugal dans le sens de la décolonisation. (...) Le renforcement de notre action armée (...) témoigne du refus catégorique de notre parti d'accepter les idées avancées jusqu'à maintenant à Lisbonne au nom de la junte portugaise, des idées qui n'ont que le mérite de rendre plus claires les visées de certains des actuels responsables portugais qui, avec le même mépris qu'ils ont toujours eu pour l'homme africain, croient pouvoir encore obtenir par des manœuvres sordides, internes et externes, ce qu'ils n'ont pu obtenir par la force des armes. (...) »

La détermination du PAIGC de continuer la lutte jusqu'à l'indépendance totale de la Guinée et du Cap Vert, la mobilisation des masses cap-verdiennes qui se barricadent dans les villes et villages, organisent l'auto-défense, fraternisent avec les soldats de l'armée coloniale, réduisent à néant les projets d'une « communauté lusitano-africaine dans l'autodétermination ».

C'est en brandissant le

drapeau du PAIGC, aux cris de « Indépendance, tout de suite ! », « Vive le PAIGC ! », « Vive Cabral ! », que Spinoza, débarquant au Cap Vert avec l'espoir de soudoyer quelque dirigeant du PAIGC, repartira pâle de terreur sous les huées du peuple, fou de rage d'avoir été éconduit par le PAIGC.

En février 73, Spinoza déclarait au « Diario de notícias » :

« A propos de l'importance géographique de l'archipel du Cap Vert, la connexion Açores-Cap-Vert-Afrique portugaise me paraît évidente dans le contexte de la défense globale du monde libre. D'ailleurs, le gouvernement portugais a, à maintes reprises, insisté sur l'importance de cette liaison, qui doit être étudiée en fonction de la structure collégiale de l'OTAN et des impératifs d'une stratégie planétaire de défense... »

Malgré toutes ces visées et les manœuvres qui en découlent (création de groupes fantoches formés d'anciens collabos, valse hésitations des sociaux-démocrates portugais, attitude « prudente » des révisionnistes

portugais), le peuple cap-verdien arrachera sa libération.

Une libération célébrée par une fête où tous les « batouques » (danses du Cap-Vert), tous les chants populaires et révolutionnaires interdits pendant l'ère coloniale ressurgiront, de

milliers de poitrines si longtemps opprimées, jailliront ces cris :

- « Cabo-Verdi é di nos »
- « Le Cap Vert est à nous »
- « Viva unidadi Guinée-Cabo-Verdi »
- « Vive l'unité Guinée-Cap Vert ».

L'ENTREPRISE LONRHO : L'ANGLETERRE EN RHODÉSIE

L'Angleterre avait un gros pied en Rhodésie : l'entreprise Lonrho a développé une des principales mines de cuivre depuis l'embargo officiel contre les racistes rhodésiens. La compagnie accusée a révélé que cet embargo était violé par la BP et la British Leyland, qui ont, en bons trusts anglais nié.

Le cousin de la reine d'Angleterre, ancien directeur de l'entreprise, a mis sur pied les affaires africaines de cette maison qui n'était rien, n'ayant qu'une petite concession en Rhodésie. Dans les quinze dernières années, elle est devenue un puissant trust, employant cent mille personnes, ayant des activi-

tés économiques dans quarante trois pays, notamment africains. Son développement a coïncidé avec le commonwealth. Elle exploite le sucre dans l'île Maurice et au Soudan, du thé à Sri Lanka, de l'élevage en Afrique centrale, du cuivre là où il y a du cuivre, du platine, là où il y en a...

La présence d'une telle entreprise en Rhodésie n'est pas fortuite : jusqu'au bout l'Angleterre a laissé suffisam-

ment de possibilités au régime raciste, pour qu'il empêché toute réelle indépendance dans la région.

LIBAN

Conférence de presse de l'OLP à Paris

"LE REGIME SYRIEN, NOTRE PRINCIPAL ADVERSAIRE AU LIBAN"

Suite de la une

«Le régime syrien est devenu le principal adversaire des forces palestino-progressistes». Telle est la conclusion tirée par E. Kalak après les derniers actes de guerre du régime syrien au Liban. «Le régime syrien a perdu de sa crédibilité sur le plan arabe et international». Le représentant de l'OLP a dit que la Syrie, en alliance avec les forces isolationnistes (la droite libanaise), cherchait à monter des provocations pour tenter d'accréditer l'idée que seule une «médiation syrienne» pourrait ramener la paix au Liban. Drôle de «médiation» ; le régiment d'infanterie syrien 237 appuyé par trente blindés participent avec quarante régiments des forces de droite à l'attaque des camps palestiniens de Jisr el Bacha et de Tall Zaatar. Le régime syrien organise le blocus alimentaire, médical, il concentre des troupes dans la Bekaa (au Nord du Liban), bombarde Beyrouth et Saïda. Le nouveau plan syrien en quatre points, présenté par le ministre libyen Jaloud à l'OLP n'est qu'un prétexte pour gagner du temps. C'est ce qu'a souligné le représentant de l'OLP. Ce plan, a-t-il dit, reflète l'embarras croissant du régime syrien devant des difficultés notamment intérieures. Que les troupes syriennes se retirent du Liban et «l'OLP soutiendra toute solution politique fondée sur l'accord des diverses parties libanaises loin de toute ingérence étrangère et sauvegardant l'indépendance de la Résistance Palestinienne»...

ILS VEULENT AFFAIBLIR L'OLP

«Il y a un plan préparé avec la bénédiction des USA et l'appui tactique d'Israël. Ce plan vise à un règlement global pour le conflit du Proche Orient. L'OLP n'aurait pas de place. Il faut contenir la Résistance, affaiblir l'OLP, si possible changer sa direction pour qu'une conférence qui traite de ce règlement global puisse avoir lieu», a déclaré le représentant de l'OLP. Les plans des super-puissances comme la conférence de Genève qui prévoient la reconnaissance d'Israël par l'OLP impliquent un affaiblissement de la Ré-

sistance Palestinienne pour l'amener à accepter ces capitulations. Il s'agit bien aujourd'hui d'une tentative d'amener la Résistance Palestinienne à ces positions par la force.

LA SITUATION SANITAIRE EST TRÈS GRAVE

La situation sanitaire est très grave au Liban a souligné le représentant de l'OLP. A Tall Zaatar, trois cents blessés sont sans eau, sans médicaments, presque sans alimentation. Les forces syriennes et isolationnistes a-t-il révélé, ont empêché l'acheminement de plusieurs convois de la Croix Rouge Internationale, afin d'amener les blessés dans des hôpitaux qu'elles contrôlent. La Croix Rouge a pu constater que les prisonniers syriens détenus au Liban étaient bien traités. Mais le régime syrien a refusé une visite des camps de prisonniers en Syrie. On se doute pourquoi. Un grand nombre de détenus palestiniens se trouvent actuellement en Syrie, dont Ahmad Azam, le vice-président de la GUPS (Organisation des Etudiants Palestiniens). «La foire internationale de Damas est maintenant devenue la grande prison de Damas». Le régime syrien n'a pas tenu ses engagements sur la libération des prisonniers alors que la Résistance Palestinienne a libéré 98 soldats syriens.

Quatre familles palestiniennes rescapées du camp de Jisr el Bacha ont été emmenées par les forces syriennes. On ignore tout sur leur sort.

Le régime syrien a eu récemment des contacts avec les dirigeants soviétiques. «Brejnev a envoyé un message à Assad où il explique la position de l'URSS par rapport à l'intervention syrienne au Liban. Le ministre des affaires étrangères syrien est allé à Moscou pour discuter des répercussions de ce message et probablement demander l'ajournement des dettes syriennes et la proposition de la signature d'un nouvel accord d'achat d'armes... On voit ce que valent les paroles de soutien adressées par l'Union Soviétique à la Résistance Palestinienne !

«La lutte ininterrompue de notre peuple nous a appris que notre indépendance a toujours été la condition primordiale de notre survie politique. Nous entendons la défendre quoi qu'il nous en coûte» a déclaré le représentant de l'OLP.

Christophe LAGRANGE



L'O.L.P. CONDAMNE L'AGRESSION SIONISTE CONTRE L'OUGANDA

Lors de la conférence de presse, le représentant de l'OLP a réaffirmé les positions de l'OLP sur le détournement de l'Air-bus. Il a dénoncé cette opération. La Résistance Palestinienne a d'autres moyens de lutte. Le commando a d'ailleurs refusé de parler avec les représentants palestiniens en place. Le représentant de l'OLP a vivement condamné l'agression sioniste contre l'Ouganda. Il a démenti la mort des représentants de l'OLP en Ouganda et en Somalie qui se sont rendus à Entebbe lors des négociations.

INTERVIEW D'UNE FAMILLE LIBANAISE

—Le Quotidien du Peuple : Que penses-tu de la guerre ?

—Le Liban appartient aux Libanais qu'ils soient musulmans ou chrétiens. Les Palestiniens sont nos frères. Au début de la guerre, les gens d'extrême-droite et les sionistes ont déclenché la guerre pour liquider les Palestiniens. Mais, nous, peuple libanais, ne l'avons pas accepté et ne l'accepterons jamais. Nous resterons toujours aux côtés de nos frères palestiniens jusqu'à la victoire totale de nos deux peuples !

—QdP : On nous a présenté la guerre au Liban comme une guerre de religion...

—Ils disent cela pour effacer la Résistance Palestinienne de la mémoire des peuples du monde. C'est une guerre qui leur fait peur, parce que c'est la bataille d'un peuple qui veut vivre libre et indépendant. A Tall Zaatar, il y a aux côtés des Palestiniens et des Libanais musulmans, des chrétiens.

La Syrie est intervenue au Liban appuyée par les impérialistes et les sociaux-impérialistes russes, d'abord pour écraser la Résistance Palestinienne, ensuite pour contrôler notre pays et le partager pour pouvoir le dominer plus facilement et lui imposer le régime syrien. Il

y a eu là-bas, plus de 1000 morts sous la torture pour faire respecter le régime. Leur rêve est irréalisable : nos deux peuples sont déterminés à se battre jusqu'à la victoire totale. Quand un peuple se met à se battre plus rien ne l'arrêtera.

—QdP : Comment se développe la lutte armée sur tout le territoire ?

—Tout le peuple fait la guerre, de 12 à 70 ans, sauf ceux qui ne le peuvent pas. Notre but est de vivre libres et indépendants. Des Syriens, des gens de religion juive combattent également avec nous. Ils ont compris qu'un complot impérialiste voulait briser la Résistance Palestinienne et le peuple libanais, et qu'il fallait se battre pour la liberté et l'indépendance.

Ils ont détruit nos maisons, pris nos terres, nous ont poursuivis jusque dans les camps pour déchirer nos tentes, violer nos femmes devant nos yeux, ils prennent nos enfants pour leur arracher les yeux, les dents, les ongles, pour les brûler vivants. C'est contre cela que le peuple a pris les armes. Nous sommes sûrs de vaincre. J'ai quatre frères et deux sœurs. Deux parmi eux sont morts. Ma belle-sœur vient d'arriver avec ses enfants.

—QdP : Pourquoi, madame, avez-vous quitté le Liban ?

—Je n'ai pas peur de la guerre. Mais il fallait sauver les enfants jusqu'à ce qu'ils puissent porter les armes, alors ils rentreront au Liban.

—QdP : Pouvez-vous parler de la place de la femme libanaise dans la Résistance ?

—Elle lutte autant que les fedayin et les résistants, si ce n'est pas par les armes, c'est dans les hôpitaux, dans les camps avec les enfants pour leur apprendre à lire et à écrire, le maniement des armes et beaucoup d'autres choses.

Recueilli et traduit de l'arabe par le Bureau de Presse de Lyon

● ISRAËL : DES NAVIRES DE GUERRE CAMOUFLÉS EN NAVIRES FRIGORIFIQUES : Une compagnie suédoise qui travaillait en sous-traitance pour la compagnie israélienne «Maritime Fruit Carriers» a révélé que les sept navires de cette compagnie étaient équipés de canons et

DURS COMBATS CONTRE LA COALITION SYRIE-PHALANGES !

La contre-offensive des forces palestiniennes et progressistes continue dans le nord du Liban. Ailleurs, on assiste à une résistance acharnée. Les troupes syriennes reliaient les forces de droite, perpétuent les bombardements des camps palestiniens et des villes libanaises ce qui en dit long sur les intentions syriennes et la crédibilité de leur récent plan de règlement.

La raffinerie de Zahranî a été détruite par les bombardements. Ceci est très grave, car au Liban il n'y a plus d'électricité et la raffinerie était essentielle pour les besoins domestiques de la population. L'hôpital de Ousseirane a aussi été détruit. Saïda, au sud Liban est toujours sous le feu des bombardements des troupes syriennes, ainsi que Tall Zaatar à Beyrouth. Mais les forces palestiniennes et progressistes ont démenti la prise de Chekka, ville du nord, par les troupes syriennes.

● INDONÉSIE : Il y a une dizaine de jours, cinq mille paysans ont été ensevelis dans un tremblement de terre apprenait-on hier à Djakarta. Dix villages ont disparu dans le district de Bimei.

HUSSEIN EN ARABIE SAÛDITE

L'ÉQUIPEMENT EN MISSILES

Hussein rentre d'Arabie Saoudite. Celle-ci doit financer l'installation d'un réseau de missiles. Les Américains devaient en fournir un, mais il s'est avéré trop onéreux. Les Soviétiques ont envoyé au printemps une délégation militaire de haut rang pour faire des offres à Hussein, qui vient de passer plus de dix jours en URSS. Il se peut que des accords aient été signés bien que non annoncés.

Quel rôle joue l'Arabie Saoudite qui finance la Jordanie, le Nord Yémen et le Maroc pour leurs armements ? C'est une grave menace pour le Moyen Orient et le monde arabe de voir les super-puissances chercher à équiper en armes sophistiquées de plus en plus de pays de la région. Quel plan de guerre mettront-elles en action avec la complicité de régimes comme le régime saoudien et jordanien, dans la suite des massacres qu'elles encouragent au Liban ?

LE NOUVEAU PLAN SYRIEN

- Réouverture des bureaux de la Saïka en zone sous contrôle palestino-progressiste.
- Dialogue au plus haut niveau entre les dirigeants palestiniens et syriens.
- Retrait des forces syriennes du Liban.
- Accord entre les forces de droite et les forces palestino-progressistes, démission de Frangié et prise en charge du pouvoir par Sarkis.



Naussac, le 7 et le 8 août MOBILISATION GENERALE

« Chers Camarades,

Les 7 et 8 Août, le Comité de Défense de la vallée de Naussac, organise un rassemblement national. Il s'agit là d'une étape capitale de la lutte engagée depuis plusieurs années contre la construction du barrage qui entraînerait l'immersion de 1280 ha, l'engloutissement du village de Naussac et de plusieurs hameaux, la disparition de plus de 50 exploitations agricoles. Dans l'appel à ce rassemblement, dont vous trouverez la première ébauche ci-jointe, le Comité de défense explique l'absurdité, les dangers de ce projet, et sa place dans une politique d'aménagement qui poursuit et achève la destruction de l'économie de la Lozère et des possibilités d'y vivre pour ses habitants. Ce rassemblement sera donc l'expression de la lutte de toute une région pour sa survie.

A Naussac même, la situation se durcit. En Février l'utilité publique du projet a été reconnue; déjà l'administration s'apprête à entamer

sa réalisation. Mais la population locale manifeste, très largement, sa résistance au projet. Sous sa pression, les conseils municipaux de Langogne, et de plusieurs autres communes du secteur, démissionnent au lendemain de l'arrêté d'utilité publique. Le 5 mars, le directeur de l'équipement qui voulait se rendre sur les lieux, en est empêché par des barrages de tracteurs. Fin Mai, la Préfecture organise des élections municipales à Langogne: 6 votants sur 2 700 inscrits; ceux qui furent ainsi «élus» n'ont jamais osé se présenter à la mairie. C'est cette détermination, cette volonté de défendre le droit de travailler et de vivre au pays qu'exprimera et renforcera le Rassemblement des 7 et 8 Août.

Le Comité Larzac Paris

Allons nombreux à la marche anti-barrage et anti-nucléaire de Naussac.

Affiches (0,60 F) et macarons (2 F) peuvent être retirés au «Comité de Défense de la Vallée de Naussac». Buges 48 600 Grandrieu

Non à la liquidation de la Lozère: département le moins peuplé et le plus pauvre de France. Quelques faits: La population de la Lozère est passée de 144 700 habitants en 1951 à 77 300 en 1968; il n'y a plus aucune industrie (citons la fermeture des usines de St Chély), les écoles communales sont supprimées.

- les lignes de chemin de fer sont supprimées.
- les entreprises, jugées non rentables, périssent et contraignent de ce fait les jeunes à s'expatrier pour aller gagner leur vie loin de leur pays natal ou finir cancéreux sur place en travaillant dans les gisements d'uranium.

- quant à l'agriculture, elle subit le même sort: on nous amuse avec des soit-disant crédits de rénovation rurale, mais on supprime tout ce qui est nécessaire au maintien de la vie rurale.

TOUTE LA LOZÈRE EST SACRIFIÉE

Parc des Cévennes où l'armée vient s'entraîner du Larzac, Marvejols où on exproprie des paysans pour un parc zoologique, Causse Méjan où des paysans se battent contre le complexe touristique, le «Luna-Park» caussenard, gisement d'uranium dangereux pour ceux qui y travaillent et vivent aux alentours etc... Ceux qui ne sont pas dans la «droite ligne» sont l'objet de pressions ou de licenciements comme Huillet, chargé d'études à l'aménagement rural à la DDA.

SAUVER NAUSSAC C'EST PRÉSERVER L'AVENIR DE LA LOZÈRE

1280 ha de terres sont ainsi anéantis par la cons-

truction du barrage-réservoir. Le but annoncé c'est soutenir les étiages de l'Allier et de la Loire. Mais en vérité il s'agit: de camoufler la pollution produite par les industriels du val d'Allier, de développer les centrales nucléaires existantes et à venir du Val de Loire et de créer un terrain de manœuvres pour l'armée (stockage d'engins nucléaires ?)

LE BARRAGE DE NAUSSAC: COUP DUR POUR L'ÉCONOMIE LOCALE

Disparition de 60 exploitants agricoles, industrie du bois et commerce menacés. Le Barrage de Naussac, coup dur pour ceux qui restent: marécage à la porte de Langogne, insalubrité du climat assurée. 1 270 ha de boue en été, source de moustiques et de puanteur en été qui chasseront les touristes: détournement de plusieurs rivières.

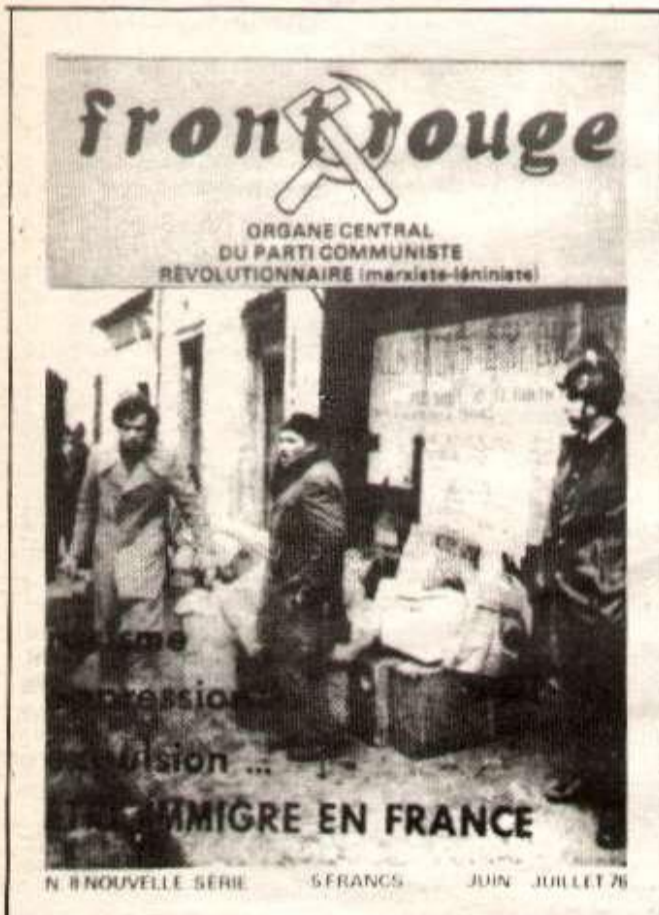
NOUS LANÇONS UNE VÉRITABLE MOBILISATION POUR:

- l'abrogation de la soit-disant «utilité publique» de ce projet imbécile et meurtrier.
- dénoncer la méthode: mise devant le fait accompli et jeu de division des élus.
- dénoncer la désertification et la sous-industrialisation de la région au profit de l'urbanisation et de l'industrialisation à outrance des métropoles.
- défendre le droit à la parole et à la vie.

UNISSONS-NOUS TOUS POUR DÉFENDRE LE DROIT DE TRAVAILLER ET DE VIVRE AU PAYS

Comité de défense de la vallée de Naussac-Briges, 48 600 Grandrieu.

Dans notre courrier...



PARUTION DU QUOTIDIEN DU PEUPLE CET ÉTÉ

En raison des périodes de congés, le Quotidien du Peuple suspendra sa parution quotidienne dès la mi-juillet pendant cinq semaines. Du 15 juillet au 21 août, un «magazine Quotidien du Peuple» de 48 pages sera mis en vente dans les kiosques. Ce magazine fait le point sur les problèmes qui se posent à la rentrée, et présentera un premier bilan d'un an du Quotidien du Peuple.

A Amisol...

Près de Clermont-Ferrand, à Amisol, des hommes, des femmes à qui l'on refuse le travail et la santé, souffrent et meurent. Leur lutte obstinée, l'opiniâtreté qu'ils ont à rester unis, doivent forcer notre admiration. Devant ce qu'eux-mêmes appellent «l'expression organisée de la misère», nous devons nous révolter contre l'hypocrisie, la haine et le mépris dont la bourgeoisie et ses fripouilles couvrent ceux-là mêmes qu'elle exploite.

Dans ce combat, je serais heureux que ma poésie, aussi maladroite fut-elle, figure parmi vos rangs.

Salutations
J.M. B. Paris

Au bord des eaux centrales, l'air inscrit les pires mémoires de son temps.

Aurons-nous peur, au cœur d'une solitude non naturelle, de saisir ce cri qu'au long des corps poursuit la marche lente?

Aurons-nous cette honte de l'abandon des luttes? Je parle d'Amisol, de l'amiante et de la mort.

Asbestose: affection pulmonaire due au travail dans les poussières d'asbeste
Il est mort étouffé de la poussière, souffle sifflant et court.

Insalubrité,
rentabilité,
un médecin devait soigner,
un PDG devait payer.

Deux ans bientôt de luttes, et un chantage, et le chômage, et neuf morts, le déchirement ininterrompu de l'extrême misère, grise, et le silence, et vous parlez sans colère! et vous voulez vous taire...

Notre révolte monte.

Contre les rouages de l'exploitation, la machine et le cimetière, notre visage rouge se multiplie et multiplie ses couleurs.
Il va changer la terre.

Notre lutte à la conquête de nos yeux, de notre parole, de nos poumons, elle sera longue et rude. Et le chemin des hautes pierres ne sera pas désert.
Car nous changerons la terre.

Camp de loisirs populaires organisé par la fédération de Lorraine du PCRml dans la région, du 1^{er} au 14 août

Ce camp est un camp de loisirs: une partie importante y sera consacrée, sous forme de loisirs organisés: sports, jeux, promenades - ou de temps libre. En même temps, nous organiserons une série de forums de discussions, des débats, des rencontres avec les paysans et la population.

Le prix de revient pour la quinzaine sera faible: deux cents à deux cent cinquante francs par adulte. Il est souhaitable de participer à l'ensemble du camp, mais celui-ci sera ouvert, en particulier les deux week-ends, à tous ceux qui ne peuvent venir que quelques jours.

Nous invitons tous les lecteurs et amis du Quotidien à participer à ce camp, et pour cela à prendre contact en écrivant, téléphonant ou en passant au:

Bureau de Presse du Quotidien du Peuple
29, rue Saint Julien 54 Nancy

Tél. 24.53.48.

Permanences: lundi, mercredi et vendredi de 17 h 30 à 19 heures.

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRml
Adresse Postale: BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Directeur de Publication: Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire: 56 942

**1^{er}
ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

9 mois déjà, 9 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Nous demandons aux camarades qui lisent le «Quotidien du Peuple» et le soutiennent, d'arrêter de l'acheter en kiosque et de s'abonner directement pour un an au journal. Compte tenu des retards actuels dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages (abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...), dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- *Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



*Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans la manche)

- * Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepos», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

- Abonnement normal. 300 F
- Abonnement de soutien. 500 F
- Abonnement de soutien. F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au

Quotidien du Peuple

BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

Sur le front de la lutte contre l'apartheid

L'ÉCRIVAIN SUD-AFRICAIN PETER ABRAHAM

Ce fut en effet l'Apartheid qui fut le mur de l'humiliation, de la honte et de la colère, contre lequel, tout enfant, ne cessa de se cogner Peter Abrahams, comme il le raconte dans sa poignante autobiographie «Je ne suis pas un homme libre».

Il subit le sort de tous les Sud-Africains qui n'ont pas la peau blanche, la peau de la classe dominante : relégué dans les quartiers misérables, condamné au froid, à la faim, à l'ignorance, obligé à tous les métiers les plus durs ou plus dérisoires, parfois poussé au vol pour survivre.

Chance et ténacité lui permettent de franchir le mur de l'ignorance : il peut aller un peu à l'école ; il rencontre des gens qui l'aident à continuer des études ; il découvre avec stupéfaction, avec émerveillement, qu'il existe des Noirs instruits, éminents, rivalisant avec les Blancs dans tous les domaines.

Il commence à écrire des poèmes où s'expriment la grande souffrance et la grande colère des opprimés d'Afrique du Sud.

Ces écrits le rendent immédiatement suspect et l'empêchent de trouver du travail.

Pour lutter plus efficacement, il décide de gagner l'Angleterre. De là, il pourra

parler plus haut, dénoncer plus largement le racisme, la misère, l'oppression et la répression constantes qui pèsent sur son peuple. Et, en 1956 -il a 37 ans- il lance ce terrible acte d'accusation :

«Je ne suis pas un homme libre»

D'autres romans suivront. Ainsi, «Rouge est le sang des Noirs». Traduits en de nombreuses langues, ces livres feront connaître au monde entier l'intolérable situation des Noirs en Afrique du Sud et la lutte à mort engagée pour la reconquête de la liberté et de l'espoir.

«Je ne suis pas un homme libre» est malheureusement épuisé pour le moment. Nous en extrayons le passage suivant :

«Une impulsion inexplicable me poussait tous les soirs à faire de longues promenades solitaires dans les quartiers blancs de Johannesburg.

Un soir après l'autre, je quittais Vrededorp pour arpenter les grandes rues propres bordées d'arbres. J'y cheminai lentement et je jouissais de la brise fraîche et du silence merveilleux. Mes épaules et ma tête se redressaient, mes poumons se dilataient à l'air pur, et je me sentais mieux, rien que de



me trouver dans ce quartier spacieux...

De chaque côté de ces rues larges, étaient bâties de solides maisons de briques ; même si les rues avaient été bruyantes, les habitants n'auraient rien pu entendre derrière ces murs épais. La pluie pouvait toujours dégringoler et le vent hurler : il y faisait sûrement sec et chaud.

Par les fenêtres, je regardais à l'intérieur : la magie de l'électricité était telle qu'un garçon pourrait sûrement lire les *Lamb's Tales* sans se fatiguer les yeux sous une lumière pareille ! J'entrevis plusieurs fois des murs entiers couverts de livres : quel spectacle ! De temps à autre, je voyais des gens

à table, ils mangeaient dans de la porcelaine fine sur des nappes couleur de neige. Les sièges étaient grands et confortables. Et que d'espace partout !... D'une fenêtre ouverte m'arriva de la musique comme je n'en avais jamais entendue à Vrededorp.

Pendant ces promenades nocturnes, il m'est arrivé d'avoir envie d'uriner, mais j'ai dû tourner les talons en lisant les avis placardés sur les lavabos publics :

«RÉSERVÉ AUX EUROPÉENS»

Souvent aussi, j'aurais aimé me reposer, et m'asseoir un instant, mais les bancs du parc me prévenaient :

«RÉSERVÉ AUX EUROPÉENS»

Quelquefois j'avais en poche le prix d'une tasse de thé en passant devant de joyeux petits cafés. Il n'y avait pas d'avis visible, mais je savais que ceux-ci également étaient :

«RÉSERVÉ AUX EUROPÉENS»

En fait, toutes ces rues, tous ces arbres, et même l'air pur que je respirais dans ce quartier étaient :

«RÉSERVÉ AUX EUROPÉENS»

J'étais un intrus, et comme tous les intrus, je me glissais prudemment, pour ne pas être découvert...

VENREDI 9 JUILLET

TF1

- 13 h 00 - JOURNAL
- 13 h 35 - Programmes Régionaux
- 13 h 50 - Tarzan
- 14 h 40 - Court métrage
- 15 h 25 - Tennis : Coupe Davis
- 15 h 50 - Tour de France
- 16 h 50 - Tennis (suite)
- 18 h 15 - Pour les jeunes
- 19 h 00 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Tour de France
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - Au théâtre ce soir La sainte famille *Pièce d'A. Roussin*
- 22 h 20 - Les musiciens dans la ville
- 23 h 15 - JOURNAL et fin

A2

- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 35 - La juive du cha-teau trompette
- 21 h 45 - Apostrophes
- 22 h 50 - JOURNAL
- 23 h 00 - Ciné-Club La ligne générale *Film soviétique (1928)*
- 0 h 20 - FIN

FR3

- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 05 - Programmes Régionaux
- 19 h 20 - Actualités Régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash Journal
- 20 h 00 - Vingt heures en été
- 20 h 30 - Vendredi
- 21 h 30 - La destinée de M. de Rochambeau
- 22 h 20 - JOURNAL et fin

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
YOUENN CÔIC

aux Éditions P.J. OSWALD

RÉSUMÉ : Pendant l'hiver, les femmes de l'île Tudy, à l'initiative d'Anna Bleo Ruz, ont soutenu la grève des porteuses de Pont l'Abbé. Au printemps...

Les bourgeois de Pont l'Abbé, qui n'avaient pas oublié les critiques d'Anna Bleo Ruz, et qui avaient fini par savoir que Youenn Hebken était son homme, et qu'il était mal vu par le maire, refusèrent de les reprendre l'un et l'autre dans leurs ateliers de salaison. Ensuite, ils menacèrent le curé que, s'il ne retirait pas à Anna le gardiennage des vaches de la communauté, parce que c'était le curé qui décidait de cela, ils ne payeraient plus le foncier de l'île, ce qui serait une catastrophe pire qu'un raz de marée, et le couple fut obligé de partir, bien que la communauté fut prête à résister encore. Surtout les femmes, les hommes eux...

Ainsi, Youenn et Anna quittèrent ce radeau stéril et ingrat, et se mirent à chercher un lopin à défricher, ou un emploi pour ne pas mourir de faim complètement.

Mais personne ne voulait avoir des histoires à les héberger, ni à être leur voisin. C'est ainsi qu'ils finirent par se trouver un jour du côté de Tréguennec, dans la palue.

Là s'étendait un désert stérile, battu par le vent, où quelques misérables chaumières se blottissaient. Les gens y étaient si gueux, que des missionnaires anglais venaient acheter pour dix francs leur conversion au protestantisme. Quand on n'a plus que sa religion à vendre, c'est qu'on est au seuil du monde des bêtes.

Là, Youenn construisit une maison, avec Anna. Il se fit prêter une charrette minable, et un âne, et

alla voler des pierres du côté de Tréoultré, là où il y avait autrefois une ville splendide, qui était maintenant un champ de ruines.

Ensuite, il alla à Penhors couper du roseau pour faire son chaume, et il se trouva le maître d'une maison basse et grossière, mais qui abritait bien du vent et de la pluie.

Ils y vécurent plusieurs années de solitude et de misère noire. Youenn planta quelques légumes dans un liorz, qu'il entourait d'un murin de pierre, et qu'il exposa au soleil. Avec ses récoltes, ils avaient de quoi se nourrir. Anna allait poser des lignes à la Torche, et ramenait souvent la nuit des bars énormes qui leur faisaient la demi-semaine.

Youenn s'arrangea aussi pour voler quelques volailles, ainsi qu'une truie, une brebis et un agneau. Ils eurent un peu de lard, du lait, des œufs.

Mais il ne parvint pas à semer des patates.

C'était l'hiver qui était dur à passer. Quelquefois, ils allaient le long de la dune de Tréguennec chercher si des épaves ne viendraient pas. Mais elles ne venaient guère. Sauf, une fois, un tonneau de harengs saurs qui furent partagés entre tous les gueux des palues. Seuls Anna et Youenn surent les dessaler pour les manger. Les autres les mirent dans du lait de brebis, mais ils furent immangeables.

- Maintenant, on n'a plus de naufrages, comme dans le temps, disaient les gueux. On n'a plus le droit d'aller au goémon, et les cartes marines sont trop précises. Il n'y a presque plus de naufrages, et quand il y en a, les gendarmes de Kemper sont là presque avant nous ! Maintenant, ça va être fini.

On va construire une tour à feu à Penmarch. Et ils passeront au large.

Le curé de Tréguennec marmonnait dans ses sermons :

- C'est votre faute, vous n'avez pas été de bons chrétiens, alors dieu vous a mis dans le désert pour quarante ans.

«Dans quarante ans, songeaient-ils, on sera mort de faim, c'est ça qu'il veut, le bon dieu ?»

A Penmarch, on mit en chantier un phare -qu'on fera pousser plus haut cinquante ans plus tard - grâce au butin d'un général de Napoléon qui avait tué tellement de gens qu'il s'était cru obligé d'en sauver autant pour échapper au purgatoire.

Youenn alla s'embaucher.

Il y gagna son pain pendant un an, puis il attrapa le vertige, après que la hauteur du phare soit devenue trop grande pour lui. Il en descendit alors pour la dernière fois.

Anna le gronda, et menaça d'aller travailler à sa place, mais il ne céda pas.

Un jour, ils apprirent que Monsieur Listiala avait acheté les palues pour faire l'élevage des moutons, et qu'il fallait partir de suite, sous peine d'être arrêtés par les gendarmes. Ils ramassèrent leurs hardes, et s'en allèrent. Ce n'était pas la peine d'essayer de résister, même si Youenn avait échangé à un gueux un fusil d'épave, qui tirait convenablement. A quoi ça aurait servi de tuer un ou deux gendarmes ?

On aurait guillotiné Youenn, selon la prédiction d'Anna. Et Anna ne voulait pas d'un mari sans tête dans le cimetière de Tréguennec.

(à suivre)

Au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Niger : un pays, un peuple jadis considérés comme chasse gardée par la bourgeoisie française. Aujourd'hui, le Niger doit encore affronter la volonté de pillage de l'impérialisme français et d'autres impérialismes, incapables de tirer les leçons de l'avancée actuelle du mouvement de libération en Afrique qui les rejettera définitivement.

LE NIGER FACE A LA MAIN-MISE ETRANGERE (2)

PAR ANETTE JANDET

LA FAMINE,

RESULTAT D'UNE POLITIQUE D'EXPLOITATION

Dans un pays où 93 % de la population est rurale, une nouvelle famine vient de frapper les masses paysannes cette année, ce qui veut dire la presque totalité du peuple nigérien. On sait que le Niger avait été cruellement touché par les famines précédentes ; la dernière, très meurtrière, ne remontant guère plus loin qu'il y a 2 ans. Si, pour les précédentes, la presse bourgeoise pouvait incriminer la sécheresse, ce ne sera pas le cas pour celle-ci. Il a plu, il y a même des inondations. Mais d'une part la répartition des pluies a été très mauvaise, d'autre part les champs ont été ravagés par les sauterelles et les rongeurs. Certains paysans ont semé 6 à 7 fois. Chaque fois les rongeurs déterraient les semis, après quoi lorsque que quelques jeunes pousses commençaient à poindre, les sauterelles les mangeaient. On peut citer l'exemple d'un paysan, parmi beaucoup d'autres, qui n'a réussi à récolter que 20 bottes de mil. Quand on sait que pour une famille moyenne de 8 personnes, on consomme 1 à 2 bottes de mil par jour, on mesure l'ampleur du désastre. Aussi, dès la mi-février, on apprenait que le quart de la population du Niger était menacé de famine et qu'une aide de 200 000 tonnes de céréales était nécessaire pour y pallier. Mais encore une fois il serait trop facile d'invoquer les fléaux dits « naturels », pour expliquer la situation.

Si les paysans sont, depuis des années, soumis à la famine, c'est la conséquence première du bouleversement de l'économie traditionnelle par l'impérialisme français. En effet, sous couvert de « développement », il a imposé aux

paysans nigériens des cultures d'exportation, arachide et coton, au détriment des cultures vivrières, exposant ainsi les paysans à tous les aléas, qu'ils soient dus à la sécheresse ou aux animaux prédateurs.

L'IMPÔT, OU COMMENT ON OBLIGE LES PAYSANS À TRAVAILLER POUR LE CAPITALISME

Le colonialisme français a obligé les paysans à cultiver massivement de l'arachide ou du coton ; c'était bien sûr pour satisfaire les besoins de son propre marché, mais par la même occasion, c'était le moyen pour lui de faire entrer les paysans dans le circuit monétaire. En effet l'impôt, instauré par le colonialisme et perpétué par les régimes néo-coloniaux, écrase toujours les paysans. Il est actuellement en moyenne de 1 300 FCFA par personne de plus de 14 ans qui n'est pas à l'école. Pour le payer, les paysans, qui traditionnellement pratiquaient l'échange ou le troc, ont été contraints de faire de la culture d'exportation, dont la récolte a toujours été achetée à vil prix, par les gros commerçants. Les mêmes commerçants, devenus avec le

temps des spéculateurs chevronnés, profitent régulièrement des difficultés rencontrées par les paysans à la période dite de soudure. Les réserves de mil, pour la consommation familiale, sont à fortiori inférieures à ce qu'elles étaient, quand le paysan ne faisait que du mil et sont presque toujours insuffisantes pour atteindre la prochaine récolte. Cette période de sous-alimentation, de presque famine est ce qu'on appelle la période de soudure.

Pendant les grandes famines, les commerçants spéculent encore plus, en stockant les récoltes et provoquent des pénuries artificielles pour faire monter les prix. Ils font aussi des prêts aux paysans à des taux prohibitifs, accroissant ainsi sans cesse leur endettement.

L'EXODE RURAL, MARCHÉ VERS LA PROLÉTARIANISATION

C'est ainsi que lorsqu'une famille de paysans ne peut plus faire face, il ne lui reste plus qu'à

envoyer au loin un ou plusieurs de ses membres, toujours choisis parmi les plus jeunes et les plus

robustes, pour vendre sa force de travail. Les industries locales et mêmes nationales étant peu nombreuses, ils sont contraints d'aller jusqu'au Ghana ou en Côte d'Ivoire. Le processus d'émigration s'étend et s'accélère, au fur et à mesure que s'accroît l'appauvrissement des masses paysannes. Il touche maintenant,

outre les agriculteurs de plus en plus nombreux, un certain nombre de pasteurs, dont le troupeau a été décimé lors de la dernière grande famine, et une partie de l'émigration se fait maintenant, en plus des destinations traditionnelles, vers le Nigeria, et tout récemment vers la France.

DIMINUER LES EFFETS DE LA FAMINE...

Par le coup d'état du 15 avril 1974 contre Diori Hamani, Kountché prenait le pouvoir, alors que le pays subissait une très grave famine. Il prit des mesures pour renvoyer dans les campagnes les populations qui avaient migré massivement vers les villes et fit assurer les distributions de vivres par l'armée. En octobre 75, il tenta de mettre fin aux abus commis par les commerçants : l'achat de mil et de sorgho (denrées de base de l'alimentation nigérienne) ne se fait plus que par l'OPVN, organisme étatique, ayant

pour tâche de fixer les prix d'achat aux paysans et les prix de vente sur le marché de mil, maïs, sorgho. Les commerçants ont vu leurs prix de vente limités à 4 000 F CFA les 100 kgs de mil et 7 000 F CFA les 100 kgs de riz, alors qu'ils étaient sollicités pour acheminer gratuitement les vivres en échange d'une exemption de taxes.

Si ces mesures ont suscité le mécontentement des gros commerçants, elles n'ont pas supprimé beaucoup de leurs privilèges et les ont simplement amenés à être plus prudents.



vastes espaces, mais déjà on voit se profiler une tendance à l'accaparement des meilleures terres par les notables, comme ils l'ont déjà fait dans la

région du Fleuve, où on assiste à une montée aiguë des luttes entre les petits paysans et les propriétaires fonciers qui tentent de les exproprier.

AFFAMER LES PAYSANS NIGÉRIENS POUR NOURRIR L'EUROPE

En ce qui concerne l'élevage, alors que les troupeaux avaient été décimés

part, on assiste à la mise sur pied de plusieurs opérations de ranching. Le ranch de Toukounous, subventionné par la République Fédérale Allemande, a fait école : les plans prévoient l'encerclement de vastes zones pour refaire des pâturages, dans le département de Dosso par exemple en prévision d'une « opération de développement et d'encadrement de l'élevage des bovins ». Ce projet entre dans les crédits du FAC 1975 (Fonds d'Aide et de Coopération financé par la France). Il est clair que ces projets ont pour effet de limiter les déplacements des pasteurs nomades avant de pouvoir les sédentariser complètement et exploiter la main d'œuvre rendue ainsi disponible.

Sous couvert « d'aide et de développement » l'impérialisme français perpétue sa domination, même s'il voit ça et là apparaître la concurrence d'autres impérialismes comme les USA ou la RFA.

Face à cette situation les masses populaires de plus en plus soumises à la politique d'appauvrissement ont depuis plusieurs années marqué leur volonté de résister en réduisant la production d'arachide malgré les pressions auxquelles elles sont soumises.

(A suivre)



...POUR NE PAS EN ÉLIMINER LES CAUSES

Le gouvernement Kountché a mis en œuvre un plan d'aménagement des campagnes, des travaux d'infrastructure importants sont entamés pour ce qui concerne l'adduction d'eau et la construction de barrages. On peut déjà voir certains résultats. Ainsi à l'est de Tahoua, une adduction

d'eau a été faite pour permettre l'irrigation d'une zone de culture destinée à faire du coton. Mais le village où habitaient les paysans qui le cultiveront a été déplacé à 5 km, sans infrastructure, sans eau. Dans l'ader Maggia, la construction de barrages va permettre l'aménagement de très

à plus de 50 % par la sécheresse de 68, le processus depuis cette date n'a fait que s'aggraver pour atteindre un sommet en 73-74. D'une part, le gouvernement Kountché a aidé les éleveurs à reconstituer le cheptel, en leur accordant des sommes importantes, pour leur permettre d'acheter des bêtes jeunes et leur a promis de les racheter pour l'abattage. Cette opération est en cours et on peut seulement dire que la répartition s'est faite très inégalement et ponctuellement. D'autre